

MASTER DE SPÉCIALISATION EN ÉTUDES DE GENRE
Émilie Martineau

LE BAR LESBIEN, UN COMMERCE MILITANT EN VOIE DE RÉAPPARITION À BRUXELLES



Sous la direction de David Paternotte
(Université Libre de Bruxelles)

Je déclare qu'il s'agit d'un travail original et personnel et que toutes les sources référencées ont été indiquées dans leur totalité et ce, quelle que soit leur provenance. Je suis consciente que le fait de ne pas citer une source, de ne pas la citer clairement et complètement, constitue un plagiat et que le plagiat est considéré comme une faute grave au sein de l'Université. J'ai notamment pris connaissance des risques de sanctions administratives et disciplinaires encourues en cas de plagiat comme prévues dans le *Règlement des études et des examens de l'Université catholique de Louvain* au chapitre 4, section 7, articles 107 à 114.

Au vu de ce qui précède, je déclare sur l'honneur ne pas avoir commis de plagiat ou toute autre forme de fraude.

Nom, Prénom : Martineau, Émilie

Date : 16 août 2018

Signature de l'étudiante :

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'EM' or 'E.M.' with a stylized flourish at the end.

REMERCIEMENTS

J'adresse mes premiers remerciements à David Paternotte, qui a accepté d'être le promoteur de ce mémoire et sur qui j'ai pu compter durant tout mon processus de recherche. Je remercie également David Berliner, assesseur, pour son temps et son intérêt.

Mac Kam, Delphine Von Kaatz, Jessica Gysel et Emmanuelle Charvet m'ont offert leurs précieux témoignages, en tant qu'organisatrices de projets lesbiens, ce pour quoi je leur suis infiniment reconnaissante. J'adresse une pensée particulière à mon épouse, Emmanuelle, qui a endossé le double rôle d'enquêtrice et de premier soutien, avec patience, féminisme et bienveillance. C'est aussi grâce au projet que nous portons ensemble, celui d'ouvrir un bar lesbien, que ce mémoire a vu le jour.

Je remercie, par ailleurs : Marian Lens et Mathilde Messina pour le partage de leurs expériences de chercheuses engagées, ainsi que pour leurs apports d'éléments à mon enquête ; Catherine Hoeffler et Anna Safuta pour leurs précieux conseils méthodologiques et leur veille à la bonne avancée de mes travaux ; Charlotte Pezeril, Valérie Piette, Florence Degavre, Nathalie Grandjean et Amandine Lauro qui, par leurs enseignements de cette année de master, m'ont amenée à de passionnantes et *empowering* lectures féministes qui peuplent la bibliographie de ce mémoire ; Laurie Potier, Maud Siquin, Marie et Bernard Martineau pour leurs relectures avisées et leur adaptabilité à mes délais fluctuants ; Marie Laroux, autrice de l'illustration en page de garde, pour la justesse de son analyse et son immense talent ; Josy, Florence, Nathalie, ainsi que toutes les lesbiennes que j'ai rencontrées au cours de ma tournée des bars, qui ont enrichi cette recherche de leurs expériences et souvenirs.

Enfin, je remercie chaleureusement mes camarades de la promotion Françoise Collin, toute première de ce master de spécialisation en études de genre. Leur humour, leur sens du partage et leur solidarité sans faille, durant toute cette année universitaire, ont presque transformé ce travail en plaisir. Presque.

TABLE DES MATIÈRES

Déclaration sur l'honneur	2
Remerciements	3
Introduction	5
I - GENRE, SEXUALITÉ... ET LESBIANISME	9
1 - Être lesbienne : un positionnement social et politique	10
2 - La culture lesbienne : une contre-hégémonie ?	12
3 - Le militantisme lesbien : à l'intersection du genre et de la sexualité	14
II - APPROPRIATION D'UN ESPACE-TEMPS : LE BAR LESBIEN	16
1 - Objet de genre non identifié	16
2 - Le bar lesbien : absent de la carte mais pas de l'histoire	18
3 - L'agenda lesbien à l'épreuve de la ville	20
III - LE BAR LESBIEN BRUXELLOIS EN QUATRE ESQUISSES	23
1 - Contexte et méthodologie	23
2 - RainbowHouse Brussels : un bar lesbien par défaut	25
3 - L'Apéritif Lesbien de Madame Charvet : un bar lesbien performatif	29
4 - Mothers & Daughters : un bar lesbien temporaire	33
5 - Baragouine : un bar lesbien expérimental	40
IV - UN LIEU ÉTERNELLEMENT ÉPHÉMÈRE ?	44
1 - Le bar lesbien, entre héritage et renouvellement	44
2 - Autofinancement, subventions et institutionnalisation	46
3 - Un bar à soi : du bénévolat à la professionnalisation	47
4 - Le prix de la visibilité	48
Conclusion	51
 Bibliographie et sources	 54
Annexes	59
Résumé et mots clés	63

INTRODUCTION

Lorsqu'en octobre 2017 j'ai décidé d'entamer une recherche sur les bars lesbiens, j'ai demandé par curiosité à mes ami·e·s Facebook - dont la majorité est directement concernée par le sujet¹ - de citer, de mémoire, les apparitions de bars lesbiens au cinéma et dans les séries (internet et télévisées). La première chose qui m'a frappée dans cette expérience, c'est qu'une liste de quatre-vingt-huit bars lesbiens fictifs a pu être dressée grâce aux commentaires générés par ma question. Certes la méthode n'avait rien de scientifique, tant les biais étaient nombreux, certes la liste dressée n'avait pas prétention à être exhaustive... il n'empêche : les occurrences de bars lesbiens dans la fiction étaient suffisamment notables pour que, d'une part, ma question trouve immédiatement des réponses précises et que, d'autre part, un recensement de quatre-vingt-huit cas puisse être établi en quelques heures. Aurait-on pu en dire autant si j'avais demandé la même chose concernant les bars gays ? Les bars lesbiens sont-ils des objets si rares que chacune de leur représentation est précieuse et mémorable ? Je me suis ensuite penchée sur les scènes évoquées dans les réponses et un détail m'a amusée : dans les séries policières états-uniennes, dont l'intrigue est généralement ficelée autour d'une affaire qui occupe un épisode jusqu'à son dénouement, lorsqu'une suspecte ou une victime se trouve être lesbienne, il semble qu'invariablement une scène prenne pour décor un bar lesbien, représenté comme un commerce florissant, que l'action se situe dans une mégapole ou au détour d'une modeste localité des États-Unis. Voilà une étrange conception de la géographie de ces établissements, pour qui connaît le documentaire de Drew Denny *The Last Lesbian Bars*. Dans cette enquête de 2015, l'artiste JD Samson, qui se définit comme lesbienne et non-binaire, se rend dans quatre villes états-uniennes, qu'elle choisit en raison de leur importance symbolique et culturelle : San Francisco, qu'elle qualifie de « gay capital of the world »² ; Washington, en tant que capitale des États-Unis ; La Nouvelle-Orléans, « the party capital of America »³ ; New York, sa propre ville, où les émeutes de Stonewall marquèrent, en 1969, l'avènement du mouvement LGBTQI+⁴. JD Samson constate alors que le dernier bar lesbien de San Francisco est en train

¹ Mon profil Facebook « Charlotte de Bruges » est un profil public et militant, créé en 2012 en vue de tourner en dérision les actions des opposant·e·s à l'ouverture légale du mariage pour tous les couples en France. Il est actuellement suivi par environ 5000 personnes, dont les plus active sur ce profil sont en grande majorité issues des communautés LGBTQI+ et féministes.

² Trad. : « capitale gay du monde ».

³ Trad. : « la capitale américaine de la fête ».

⁴ Lesbiennes, gays, bisexuel·les, trans*, *queers*, intersexes et toutes identités de genre ou sexualités minorisées.

de fermer définitivement ses portes, qu'à Washington il n'y en a qu'un seul, que La Nouvelle-Orléans a vu tous ses bars lesbiens disparaître en quelques années, et qu'à New York il n'en reste plus qu'un. Sur quelle réalité se basent donc les scénaristes de séries policières pour imaginer que chaque communauté lesbienne du pays puisse avoir un lieu attitré ? Comment l'imaginaire collectif a-t-il pu produire à la fois une rareté et un systématisme du bar lesbien dans la fiction ? Plusieurs mois plus tard, alors que mon enquête de terrain touchait à sa fin, j'ai posé une nouvelle question sur Facebook : « pourquoi les bars lesbiens ferment-ils ? ». Ma curiosité m'amenait ici à interroger un autre imaginaire, cette fois communautaire : si j'ai volontairement évité le terme "disparition", laissant alors libre interprétation à ma question, il est néanmoins apparu que "la disparition des bars lesbiens" faisait consensus et que les réponses s'orientaient majoritairement vers les causes d'un phénomène posé comme un fait social universel. Mais le plus intéressant, à mon sens, est que la plupart des répondant·e·s avaient intuitivement une explication à fournir, et que cette explication mettait directement en cause les lesbiennes, relevant parfois de l'essentialisme : les lesbiennes ne consommeraient que bien peu et constitueraient une mauvaise clientèle, seraient de piètres gestionnaires, ne sortiraient plus dans les bars dès lors qu'elles sont en couple, seraient peu avenantes, jalouses, prédatrices, violentes... Parmi ces assertions, fondées sur les seules représentations et/ou expériences individuelles, les enjeux économiques étaient somme toute récurrents, que se soit du côté de la gérance ou de la clientèle. Ici l'on pointait du doigt le faible pouvoir d'achat des lesbiennes, là leurs incompétences entrepreneuriales qui menaient inévitablement à la ruine de leurs établissements. Par ailleurs, la formulation des réponses laissait entendre un certain fatalisme, une frustration, et parfois des attentes précises (« le problème, c'est que... », « c'est à cause de... » », « il faudrait que... »), que l'on pourrait interpréter comme autant d'enjeux politiques inhérents au bar lesbien... ou à son absence.

C'est précisément là l'objet de ma recherche : les tensions qui apparaissent spécifiquement au sujet du bar lesbien, en ce qu'il est un lieu qui cristallise des enjeux parfois antagonistes. Le bar lesbien semble en effet relever de logiques politiques, liées à la visibilité de la communauté lesbienne dans l'espace public, mais aussi économiques, liées au statut plus ou moins commercial de ces établissements. Ces tensions seraient-elles la raison de leur rareté ? Plutôt que d'interroger la fameuse "disparition des bars lesbiens", qui reste à prouver même si elle est fortement ressentie dans la communauté lesbienne occidentale, j'ai choisi de questionner leurs difficultés, s'il en est, à se pérenniser. Car s'il est un constat indéniable à poser, c'est qu'il n'existe actuellement aucun établissement permanent se revendiquant ou identifié comme "bar

lesbien” à Bruxelles. Nous le verrons plus loin, il existe bel et bien des bars lesbiens éphémères, ou des bars pérennes qui proposent des soirées lesbiennes, mais aucun d’entre eux ne réunit tous les critères d’un bar lesbien, comme JD Samson pourrait l’entendre. Le bar lesbien est en effet un concept en soi : il n’est ni un bar comme les autres, ni un lieu communautaire interchangeable. Il est un espace-temps particulier, chargé de valeurs symboliques et de fonctions implicites. Est-il pour autant voué à renaître ? Est-il en phase d’évolution vers d’autres formes répondant aux attentes actuelles de la communauté lesbienne ? Afin d’entrevoir la trajectoire, passée et à venir, du bar lesbien dans la société occidentale - car il n’est pas question ici de poser ces données comme universelles -, il m’a semblé judicieux d’explorer le cas de Bruxelles, dont les initiatives lesbiennes ont été particulièrement foisonnantes durant mon enquête, d’octobre 2017 à juillet 2018. En effet, durant cette période, au moins trois projets militants ont pris la forme ou le nom de bars lesbiens. En regard de ces événements ponctuels, un lieu semble quant à lui constituer l’unique espace pérenne faisant office occasionnellement de bar lesbien : la RainbowHouse Brussels. L’exploration de ces quatre lieux, durant dix mois, *via* une observation participante et des entretiens menés auprès de leurs initiatrices, m’a permis de chercher réponse à la question suivante : l’articulation des enjeux économiques et politiques est-elle un frein à la pérennisation des bars lesbiens à Bruxelles ? Au-delà d’une question de recherche, il s’agit de poser une hypothèse sur l’apparente disparition des bars lesbiens dans les capitales occidentales : d’une part, le décalage entre l’imaginaire généraliste sur le systématisme des bars lesbiens et l’imaginaire communautaire sur leur absence s’expliquerait par la position toute particulière du bar lesbien, comparé au bar gay qui semble quant à lui s’organiser en quartiers formant l’illusion, auprès du grand public, de l’existence d’une offre de commerces LGBTQI+ dans toute ville ; d’autre part, cette position toute particulière du bar lesbien serait une des raisons, si ce n’est la principale, de sa fragilité dans l’espace public, créant cet imaginaire communautaire bien fataliste à son endroit.

Afin d’aborder l’articulation des logiques commerciales et militantes qui semble propre au bar lesbien, il conviendra, dans un premier temps, de revenir sur la définition même du lesbianisme et sa constitution en communauté. À travers une revue de la littérature féministe ayant permis la conceptualisation du lesbianisme, qui nous le verrons ne se résume pas un ensemble de pratiques sexuelles, j’envisagerai la communauté lesbienne dans ses dimensions sociale, politique et culturelle, avant d’en venir aux enjeux militants actuels de cette catégorie sexuelle et sexuée, au carrefour des rapports sociaux de genre et de sexualité. Dans un second temps, je me pencherai sur le cadre théorique qui précède le bar lesbien : la géographie de la sexualité

qui s'attache à cartographier les spatialités LGBTQI+ dans la ville, ne donnant que très peu de visibilité à la communauté lesbienne, mais également l'histoire qui, dans sa perspective genre, laisse entrevoir les trajectoires des bars lesbiens dans le monde occidental. Je conclurai ce cadre théorique en traçant les grandes lignes structurelles, communautaires et interpersonnelles qui définissent l'agenda lesbien dans l'espace urbain. Cet état des lieux me permettra d'envisager le bar lesbien comme l'appropriation d'un espace-temps. Puis c'est à travers l'analyse des quatre esquisses de bars lesbiens qui firent l'objet de mon enquête à Bruxelles, que j'illustrerai, dans une quatrième partie, la complexité et la pluralité des modes d'articulation entre enjeux commerciaux et militants, parfois antagonistes, agonistes, parallèles ou imbriqués. Après quelques considérations contextuelles et méthodologiques, j'aborderai les quatre lieux sélectionnés de façon verticale, en mettant en évidence les liens qui les unissent, les lignes convergentes et les points de différences qui apparaissent entre eux. Enfin, au regard de ces analyses de terrain, je formulerai des hypothèses, dans une dernière partie, en vue d'apporter des éléments de réponses à la difficile pérennisation et au déclin apparent des bars lesbiens dans le monde occidental. Pour cela, j'envisagerai le bar lesbien actuel en tant qu'héritier d'institutions passées, en quête de renouvellement. Puis j'évoquerai l'équilibre financier périlleux qu'il cherche à tenir entre une volonté d'auto-émancipation et un besoin d'institutionnalisation, avant de m'arrêter sur l'enjeu de professionnalisation du bar lesbien. J'aborderai, pour finir, l'enjeu principal de visibilité de la communauté lesbienne dans la ville, *via* les coûts financiers et politiques qu'il génère.

I - GENRE, SEXUALITÉ... ET LESBIANISME

« *Les lesbiennes
ne sont pas des
femmes.* »⁵

S'il est indéniable que les études de genre doivent beaucoup aux féministes, chercheuses et/ou militantes, parmi elles les lesbiennes ont grandement contribué aux apports de ce champ théorique : Monique Wittig, pionnière dans la pensée du lesbianisme politique, en est un exemple. Néanmoins, c'est Outre-Atlantique que se sont développées les *gay and lesbian studies*⁶, n'arrivant que tardivement en Europe. Bien que Monique Wittig soit une des cofondatrices du Mouvement de libération des femmes (MLF) au lendemain de Mai 68 en France, c'est bien depuis les États-Unis qu'elle a ensuite choisi de poursuivre son œuvre littéraire, lesbienne et féministe. Et dans le monde académique francophone, c'est sans surprise que l'on trouve une riche littérature scientifique sur le lesbianisme au Québec. En France, les productions académiques sur la sexualité ont certes explosé durant les quatre dernières décennies, mais avec une tension toute française sur la pertinence à articuler le genre et la sexualité dans la recherche. Cette tension s'expliquerait en partie par la crainte de voir se réveiller le violent conflit qui divisa les féministes françaises du MLF, précisément sur la question... lesbienne (Clair, 2013 : 100-101). Par ailleurs, la sociologie de la sexualité, nord-américaine comme européenne, s'avère nettement plus prolifique sur l'homosexualité masculine que sur les autres groupes qui forment la communauté LGBTQI+. La marginalisation des groupes non-hétérosexuels et/ou non-cisgenres peut sembler être un angle d'analyse commun et suffisant, mais c'est sans tenir compte du second rapport de domination qui traverse ces communautés de personnes qui ne sont ni hétérosexuelles, ni gays : le genre. En tant que femmes, personnes non-binaires, *queers* ou trans*, ces "autres" voient également s'entrecouper, en plus des rapports de genre et de sexualité, de nombreuses lignes de clivages (d'âge, de classe, de couleur, de santé...) qui les confortent dans leur position d'intersectionnalité⁷, à l'instar des lesbiennes.

⁵ Wittig, 2013 [1980] : 67.

⁶ Trad. : études gays et lesbiennes.

⁷ Sur le concept d'intersectionnalité, voir Crenshaw, 2005 [1994] : 51-82.

1 - Être lesbienne : un positionnement social et politique

Dans sa « théorie radicale de la politique de la sexualité »⁸ formulée en 1984, l'anthropologue états-unienne Gayle Rubin met en évidence un processus de marginalisation et de stratification des pratiques sexuelles qui n'entrent pas dans les normes établies, processus historique et sociologique qui s'opère *via* l'Église, le droit et la médecine. Cette autorité à trois têtes aurait contribué, notamment au cours du XIX^e siècle par la répression des pratiques considérées comme « perverses », non seulement à les marginaliser mais aussi à les hiérarchiser de manière durable. Rubin propose deux schémas pour illustrer sa théorie : le « cercle vertueux » place au centre toutes les dimensions d'une sexualité socialement considérée comme normale (hétérosexuelle, gratuite, dans le mariage, procréatrice, monogame, en privé, sans pornographie ni accessoires...) et aux marges les pratiques considérées comme déviantes (homosexualité, sadomasochisme, prostitution, pornographie...) ; le schéma des frontières apporte quant à lui une autre dimension, celle d'une marginalisation stratifiée, hiérarchisant les « perversions » entre celles qui sont contestées (les couples gays et lesbiens stables et durables, par exemple) et celles qui sont socialement inacceptables au point d'être reléguées au rang d'abominations (sadomasochisme, travestissement, prostitution...), avec impossibilité de franchir ou d'abattre les murs qui séparent l'acceptable, le contestable et l'inacceptable (Rubin, 2010 : 160-161).

Si Gayle Rubin considère le lesbianisme en tant que pratique sexuelle marginalisée et réprimée parmi d'autres, deux de ses contemporaines, au cours des années 1980, envisagent le lesbianisme comme une stratégie politique de résistance à l'hétérosexualité instituée par le (et pour le maintien du) patriarcat : Adrienne Rich et Monique Wittig. Souvent comparées voire opposées, toutes deux contribuent quoi qu'il en soit à l'institution du lesbianisme non plus comme seule pratique sexuelle, mais comme positionnement social et politique. Cette posture se forme en regard d'une hétérosexualité posée comme une « contrainte » (Rich, 1981 : 16) ou encore comme un « régime politique sous lequel nous vivons, fondé sur l'esclavagisation des femmes » (Wittig, 2013 [2001] : 11). Selon elles, le contrôle de la sexualité et de la reproduction serait une condition nécessaire au maintien de la domination de la catégorie des hommes sur la catégorie des femmes. Aussi, Rich et Wittig déplacent le cadre de pensée de la sexualité non seulement hors des seules pratiques sexuelles minoritaires (ici c'est bien l'hétérosexualité qui

⁸ Sous-titre du célèbre texte de Gayle Rubin « Penser le sexe », dans sa traduction française (Rubin, 2010 [1984] : 135).

est pointée du doigt), mais en plus dans le champ du pouvoir et des rapports sociaux (Falquet, 2009 : 25). Adrienne Rich entrevoit une solution de repli en un « continuum lesbien » (Rich, 1981 : 32), soit une identification des femmes entre elles, depuis la simple amitié à l'amour, en passant par la sororité, solution séparatiste qui laisse place à un essentialisme souvent critiqué. Monique Wittig, quant à elle, appuie sa théorie sur le matérialisme, qui voit l'appropriation privée et collective de la classe des femmes par la classe des hommes *via* l'hétérosexualité reproductive. Selon elle, le lesbianisme radical serait la seule issue de sortie de la classe des femmes, le moyen d'échapper à une esclavagisation, d'où cette conclusion qui fit couler beaucoup d'encre lors de sa publication : « les lesbiennes ne sont pas des femmes » (Wittig, 2013 [1980] : 67). C'est d'ailleurs cette position qui sera à l'origine du fameux conflit, au sein de la revue *Questions féministes*, autour de la question : peut-on être féministe et hétérosexuelle ?

Quelques années plus tard, dans la continuité de Wittig, Judith Butler abonde dans l'idée de dissolution des catégories de sexe, mais en allant plus loin dans la remise en question du sujet-femme et du concept de genre. L'identification individuelle à une catégorie de sexe ou de sexualité serait, selon elle, le fruit d'une naturalisation des corps et des désirs au sein de la « matrice hétérosexuelle » qui - à l'instar de la « pensée straight » de Wittig - instaurerait une « grille d'intelligibilité culturelle » (Butler, 2006 [1990] : 66). En d'autres termes, la construction sociale d'une opposition binaire entre hommes et femmes, ou entre masculin et féminin, serait à l'origine de (mais également entretenue par) l'hétérosexualité obligatoire. Quelle place accorder au lesbianisme dans ce système ? Loin de constituer une transgression de la matrice, selon Butler l'identité lesbienne ne peut se départir du système de genre (contrairement à la vision que s'en fait Wittig), mais favorise la réappropriation des catégories instituées par le genre en les subvertissant. Par exemple, c'est en transformant son identité "femme" en parodie d'une identité "homme", basée sur l'expression de la masculinité, que la lesbienne *butch* dévoilerait toute la construction du système sexe / genre / sexualité.

Toutes divergentes soient-elles, ces appréhensions du lesbianisme posent invariablement l'hétérosexualité comme une construction de normes catégorisant et hiérarchisant les individus. Si, pour Monique Wittig, c'est à l'hétéronormativité que l'on doit la polarisation du genre en deux classes de sexe, Gayle Rubin choisit finalement de penser la sexualité pour elle-même, en dehors du genre. "Être lesbienne" constituerait en cela une position extérieure à la matrice, une stratégie d'échappement au genre. Judith Butler, quant à elle, réfute la capacité du sujet lesbien

à s'autodéterminer en dehors de toute préexistence de culture, prônant la subversion des normes, plutôt qu'un lesbianisme politique (séparatiste ou radical) qui ne serait qu'une copie de la copie hétérosexuelle, elle-même sexualité parodique de l'« *idée* de de nature et d'original » (Butler, 2005 [1990] : 107). On voit indéniablement se dessiner, que ce soit chez Rubin, Rich, Wittig ou Butler, toute la complexité de l'« être lesbienne », à la fois posture politiquement stratégique et identité socialement construite par le genre, à la fois en marge de l'hétéronorme et intégrée à sa matrice.

2 - La culture lesbienne : une contre-hégémonie ?

Antonio Gramsci, philosophe marxiste et fondateur du parti communiste italien, a forgé le concept d'hégémonie durant ses années de prison, dans l'entre-deux-guerres. Il qualifie alors d'hégémonique l'idéologie de la classe dirigeante, idéologie qui formerait une culture dominante, écrasante et par conséquent acceptable et acceptée par toutes les classes. Ce concept de modèle unique et imposé à tou-te-s - qui rejoint l'idée de matrice, chère à Butler - fut remis au goût du jour par les penseuses et penseurs du genre, notamment par Raewyn Connell. Cette sociologue australienne reprend la théorie gramscienne pour l'appliquer à la masculinité (Connell, 2014 [2005] : 59-87), postulant que le modèle hégémonique, au sein de l'ordre du genre, se structure selon trois rapports : le pouvoir, la production et la *cathexis* (attachement émotionnel). Cette imbrication serait à l'origine d'une hyper-hiérarchisation des « projets de genre » (c'est ainsi qu'elle désigne les assignations sociales aux identités femme et homme), qui placerait la masculinité au-dessus de tous les autres. Aussi, toute existence masculine ne se conformant pas à la masculinité hégémonique (modèle relevant d'une idéalisation plus que d'une réalité concrète) se verrait assignée à une catégorie définie par son rapport à l'hégémonie : la masculinité subordonnée (Connell donne ici l'exemple des gays), la masculinité marginalisée (elle évoque alors l'homme noir) ou la masculinité complice (ces hommes qui selon elle profitent des privilèges de la domination tout en la tenant à distance pour se préserver des tensions avec les groupes dominés). Par ailleurs, Connell insiste sur l'importance d'une approche intersectionnelle - notamment un croisement avec les rapports de classe et de race⁹ - pour comprendre les mécanismes de la masculinité hégémonique. Ce

⁹ La notion de race est ici - et dans l'ensemble de ce travail - à considérer dans sa dimension de construction sociale, rapport de domination qui engendre une hiérarchie entre la classe blanche et les personnes racisées, soit les personnes minorisées en raison de caractéristiques ethniques telles que la couleur de leur peau.

concept amène à élargir l'idée matérialiste d'hétérosexualité obligatoire (en tant que seule sexualité reproductive) : Connell ajoute en effet la notion d'investissement émotionnel et de désir sexuel, l'hégémonie masculine impliquant alors une sexualité tout aussi hégémonique, ayant pour objet d'investissement émotionnel et de désir le groupe dominé des femmes.

Si l'existence gay est vue comme masculinité subordonnée dans la structure identifiée par Raewyn Connell, qu'en est-il de l'existence lesbienne, impensée du système en ce qu'elle n'est ni sujet, ni objet de l'hégémonie masculine ? Dans une critique du concept de Connell, Demetriakis Z. Demetriou évoque la masculinité gay, non plus seulement comme subordonnée mais aussi comme partie prenante du bloc hégémonique que constituent la norme masculine et l'ensemble des masculinités subalternes, en ce que la culture gay s'est vue progressivement incorporée à la culture dominante (Demetriou, 2015 [2001] : 28-30). C'est sans doute ce qui trace la ligne la plus nette entre les communautés gay et lesbienne : l'une a connu un processus d'incorporation hégémonique générant une mise en visibilité, quand l'autre est restée hors de l'hégémonie, dans un processus d'invisibilisation. Peut-on, dès lors, parler de culture contre-hégémonique à l'endroit du lesbianisme ? Monique Wittig préfère parler de « culture a-hétérosexuelle », ou encore de « culture clandestine », en ce que le lesbianisme se construit en parallèle de l'hégémonie. Toujours dans l'idée de positionnement social stratégique, elle postule qu'il est « historiquement la culture grâce à laquelle nous pouvons questionner politiquement la société hétérosexuelle et ses catégories sexuelles, sur la signification de ses institutions de domination » (Wittig, 2013 [1979] : 92-94). Mais si elle offre une dimension politique à laquelle le lesbianisme peut difficilement échapper, cette perspective n'apporte néanmoins aucune réponse à la problématique de l'invisibilisation des lesbiennes. Or cette invisibilité systémique va jusqu'à poser la question de l'existence même d'une culture lesbienne, si l'on en croit les nombreuses tergiversations sociologiques autour des terminologies appropriées : contre-culture, subculture, culture alternative ? S'il faut trouver une communauté de codes sociaux aux lesbiennes, Nicole Lacelle en vient à cette conclusion : « ce que partagent les lesbiennes, ce n'est pas une identité individuelle et sociale commune mais une expérience commune de recherche d'identité » (Chetcuti et Michard, 2003 : 190).

Je me place moi-même dans une perspective moins fataliste que celle de Nicole Lacelle, postulant que le lesbianisme n'est pas une perpétuelle quête de visibilité ou d'identité, mais un endroit - pas plus un point de départ qu'une destination - à l'intersection du genre et de la sexualité. Si je l'envisage dans sa dimension matérialiste, à l'instar de Monique Wittig, il me

semble également indispensable de considérer le lesbianisme dans sa dimension corporelle. C'est en effet le lieu d'une diversité d'âges, de formes et de couleurs, le lieu d'une subversion ou non du genre, dans ses institutions du féminin et du masculin. Aussi, ces corps incarnent des trajectoires variées : ils visitent l'existence lesbienne ou s'y installent, s'en échappent, en reviennent, ou jamais ne s'y résolvent.

3 - Le militantisme lesbien : à l'intersection du genre et de la sexualité

La position de l'individue lesbienne, qui a la particularité d'être à la fois sous l'oppression de la classe des hommes et en dehors de l'hétéronorme hégémonique, l'expose à une discrimination toute spécifique, imbriquant les rapports de genre et de sexualité : la lesbophobie. N'étant pas une simple addition de sexisme et d'homophobie, la lesbophobie implique un militantisme tourné vers les enjeux propres à la communauté lesbienne, sans pour autant exclure des coalitions avec le féminisme ou la lutte commune LGBTQI+. L'un des enjeux propres au lesbianisme, nous l'avons vu, est sa mise en visibilité en tant que sexualité marginalisée, mais aussi en tant que lieu de subversion du genre. Un enjeu hybride donc, qui vise non seulement à affirmer l'existence lesbienne, mais en plus à la confirmer comme communauté, légitime en soi, dans l'espace public. "Les lesbiennes ne sont pas des femmes", du moins pas toutes, pas seulement, ce à quoi j'ajouterais que les lesbiennes ne sont pas simplement des personnes homosexuelles, et plus encore : il est des femmes ayant des relations sentimentales et/ou sexuelles avec des femmes qui ne s'identifient en rien comme lesbiennes. La porosité - voire la fluidité - des frontières du lesbianisme ne contrevient pas à son projet politique de visibilité, mais lui ajoute un enjeu d'inclusivité. C'est d'ailleurs ce même enjeu d'inclusivité qui place parfois le lesbianisme en marge d'un féminisme dit *mainstream* et au cœur des problématiques LGBTQI+.

La lesbophobie ne se limite pas à l'expression ouverte d'une haine ou d'un rejet d'un groupe de personnes en raison d'une "orientation sexuelle" non conforme. Il s'agit plus largement de toute action, position ou comportement, individuel·le, groupal·e ou structurel·le, aboutissant à l'exclusion des lesbiennes, en tant que ni-hommes / ni-hétérosexuelles. En plus de cette discrimination ciblée, les lesbiennes doivent faire face au sexisme gay et au féminisme hétérocentré, en d'autres termes à leur exclusion par leurs propres allié·e·s, ou du moins supposé·e·s allié·e·s. Et lorsque la lesbophobie prend la forme d'une violence physique ou

verbale, c'est la sécurité même des lesbiennes qui est en jeu. Aussi le militantisme lesbien est traversé de logiques presque antinomiques : revendiquer son existence dans l'espace public tout en se protégeant des violences perpétrées au sein même de cet espace public. En cela le séparatisme lesbien prôné par Adrienne Rich n'a sans doute pas répondu à l'enjeu de visibilité, tout comme l'abolition butlerienne de toute revendication identitaire propre au genre ou à la sexualité est sans doute, à ce jour, encore utopique. Parallèlement, la seule mixité légale - parfois toute illusoire - de l'espace public ne répond pas à l'enjeu de sécurisation de l'existence lesbienne. Enfin, aucune de ces mesures ne semble régler le problème de l'inclusivité, proposant ici une ghettoïsation reléguant le lesbianisme à la marge, là un effacement des catégories invisibilisant tous les groupes sociaux minorisés par les rapports de genre et de sexualité, au profit de l'hégémonie.

Certaines militances intersectionnelles, comme le *black feminism* nord-américain ou son homologue européen l'afroféminisme, utilisent la non-mixité politique, ou non-mixité choisie, pour lutter contre leur invisibilisation. Il s'agit de l'appropriation d'un lieu, pour une durée déterminée, par un groupe social et lui seul, en vue de créer un espace-temps optimal pour son auto-émancipation (ou *empowerment*). Ce caractère optimal est non seulement favorisé par l'absence d'autocensure, mais également par un sentiment de sécurité (on dit alors que l'espace est *safe*), que seule l'absence de toute personne du groupe dominant, quand bien même ses intentions seraient louables, peut assurer (Delphy, 2013 [1998] : 162-163). Nous allons voir en quoi le bar lesbien répond aux enjeux militants d'un groupe social minorisé, en réunissant tout ou partie de ces conditions.

II - APPROPRIATION D'UN ESPACE-TEMPS : LE BAR LESBIEN

« ... une rente de cinq cent livres comme une métaphore de la capacité à contempler, et une porte qui ferme à clef comme une représentation de la capacité à penser par soi-même... »¹⁰

Au vu des enjeux propres au lesbianisme développés précédemment, il apparaît clairement que l'occupation de l'espace public est un défi pour la visibilisation des lesbiennes, en tant que communauté traversée par les rapports de genre et de sexualité. De la simple existence à la militance, le lesbianisme n'échappe pas à sa dimension politique, particulièrement en ce qui concerne son rapport à la ville. Sociologiquement, historiquement et géographiquement, le bar lesbien constitue une figure qui pourrait sembler incontournable, tant il représente un espace-temps communautaire particulier, mais qui reste dans un angle mort de la recherche, même lorsqu'il s'agit d'adopter une perspective genre. Que peut-on retirer de la géographie de l'homosexualité (principalement masculine), ou des quelques travaux sur l'histoire des bars lesbiens, afin d'entreprendre l'analyse du cas bruxellois ?

1 - Objet de genre non identifié

Bistrot, troquet, café, buvette, pub, débit de boisson... S'il existe une multitude de dénominations pour désigner le bar, tant il fait partie du quotidien de tout·e citoyen·e, cette quotidienneté semble l'avoir paradoxalement éloigné du champ de la recherche. L'objet bar est certes à l'honneur lorsqu'il est envisagé sous l'angle nostalgique, dans de "beaux livres" recensant les enseignes passées, mais en sciences sociales il se fait plus rare, bien que pas totalement absent : toujours dans une certaine nostalgie, on y étudie l'"esprit bistrot" comme une image d'Épinal, ou encore le bar ouvrier, avec une focalisation sur sa dimension populaire. Or le bar, c'est aussi et surtout un espace assigné mâle : l'on s'y retrouve volontiers après le travail, sans passer par la case maison, pour y bavarder entre hommes de l'actualité politique et, pourquoi pas, y conclure quelque affaire. Je grossis volontairement le trait, afin de montrer à quel point, rien que dans l'imaginaire collectif, le bar n'a rien d'un espace neutre, mais est

¹⁰ Woolf, 2016 [1929] : 161.

largement soumis aux rapports de domination qui distribuent inégalement l'espace public entre hommes et femmes. Est-ce parce qu'il jouit d'une mauvaise réputation, en ce qu'il est aisément associé au vice de la boisson, voire du jeu ? Est-ce parce qu'il est fondu dans la banalité au point de n'être jamais réellement observé ? Est-ce parce qu'il est trop prosaïque pour devenir objet académique ? Il semble étonnant que le bar n'ait pas encore fait son entrée dans le champ des études de genre, pourtant prompts à considérer les lieux d'intersection des rapports sociaux.

Une exception à cette absence de perspective genre à l'endroit du débit de boissons : le bar gay, néanmoins plus volontiers considéré comme élément constitutif de quartiers communautaires, que comme espace en soi, avec ses enjeux propres. Aussi c'est dans le champ de la géographie, parfois dénommée "géographie de la sexualité", qu'ont fleuri, depuis une vingtaine d'années, de nombreux travaux européens - après un foisonnement nord-américain -, portant notamment sur les quartiers gays de Berlin (Grésillon), Paris (Redoutey, Blidon, Leroy), Montréal (Giraud), mais aussi Bruxelles (Deligne, Gabiam, Van Crielingen et Decroly). Quid du bar lesbien ? Parfois évoqué au gré de ces travaux, il n'est que très exceptionnellement problématisé pour lui seul, et trop fréquemment confondu dans l'étude des quartiers gays, comme s'il en était partie prenante. L'utilisation du terme "homosexualité" (ou l'adjectif "homosexuel(s)" qui maintient l'ambiguïté dans les textes non rompus à l'écriture inclusive), que l'on retrouve dans une majorité de ces travaux, s'avère faussement générique lorsque l'on découvre qu'il s'agit de ne prendre que des exemples de sociabilité gay, rappelant l'usage abusif du masculin posé comme neutre et universel, largement décrié par l'épistémologie féministe. Exemple assez flagrant, Stéphane Leroy dans son analyse des « spatialités homosexuelles en milieu urbain » se débarrasse de l'épineuse question lesbienne en postulant que « si les spatialités lesbiennes ne sont pas oubliées (mais elles mériteraient un article spécifique), on s'attache plus particulièrement aux *gays*, sûrement plus nombreux dans les villes » (Leroy, 2009 : 160). Une tendance apparaît nettement dans ces écrits de géographie des sexualités : tant qu'il s'agit de construire un cadre théorique, les lesbiennes sont incluses (voire mobilisées en tant que penseuses), mais quand on s'approche de l'analyse empirique, elles disparaissent tout à fait. Quasi absentes de la carte, les lesbiennes sont tout de même présentes dans de rares études francophones sur les spatialités, notamment dans les travaux de Marianne Blidon, Nadine Cattani et Anne Clerval.

J'ai également relevé, au gré de mes lectures universitaires, une présence presque subliminale - et non moins intéressante - du bar lesbien, au cœur d'écrits majeurs de théoriciennes du genre. Il y apparaît en toile de fond, mais pas seulement comme simple décor passif. Pour preuve, dans l'introduction à la réédition de son célèbre *Trouble dans le genre*, Judith Butler le décrit comme un lieu stratégique ayant joué un véritable rôle - si secondaire soit-il - dans l'élaboration même de sa pensée, qu'elle dit être le fruit d'une rencontre entre les mondes académique et militant : « il y a une personne derrière ce livre : j'ai participé à de nombreuses réunions, mais aussi à des marches, j'ai fréquenté la vie nocturne des bars, et c'est ainsi que j'ai rencontré toutes sortes de gens et presque autant de genres ; cela m'a permis de me comprendre moi-même à l'intersection de certains d'entre eux et de vivre la sexualité dans la marginalité » (Butler, 2006 [1999] : 38-39). Le bar lesbien est un impensé du genre certes, mais il n'est pas totalement invisible. Une difficulté réside, par ailleurs, dans son identification (difficulté qu'il partage avec le bar gay et qui ne peut donc pas être la raison de la disqualification du bar lesbien) : il n'existe nulle part de registre officiel des bars gays ou lesbiens et les définitions de ces lieux sont laissées à la discrétion de chaque chercheur·euse.

2 - Le bar lesbien : absent de la carte mais pas de l'histoire

C'est donc sur des critères plus ou moins intuitifs que les bars gays et lesbiens sont recensés par les historien·ne·s, sociologues et géographes : une devanture arborant un drapeau arc-en-ciel, une liste de bars indiqués par un guide touristique ou par une association, une clientèle majoritairement lesbienne ou gay, des tenancier·e·s issu·e·s de la communauté LGBTQI+... Parfois c'est par la simple "réputation d'être" que les bars sont identifiés comme gays ou lesbiens. Comment, dès lors, s'assurer de la réalisation d'une cartographie exhaustive ? Là encore, c'est souvent aux dépens des établissements lesbiens, peut-être moins référencés et certainement moins populaires, que les cartes se dessinent. Ainsi, lorsque l'on explore les spatialités gays établies par les travaux menés dans les grandes villes d'Europe occidentale, la centralité des commerces fait largement consensus. Une certaine territorialité ressort de ces études, occupation de l'espace urbain que confirme l'aisance du grand public à nommer les quartiers gays des grandes villes occidentales : le Marais à Paris, Castro à San Francisco, Greenwich Village à New York, Chueca à Madrid, etc. Cette centralité et cette territorialité des commerces sont propres à la communauté gay et la rendent, de fait, assez visible dans le paysage urbain, en tant que groupe social. Elles traduisent également une appropriation assez claire de

l'espace par la communauté gay, appropriation qui reste néanmoins fragile : pour preuve les phénomènes récents de gentrification de ces quartiers qui voient leur population fortement modifiée (Giraud, 2009 : 79-115). La visibilité des quartiers gays est, elle aussi, à modérer : Marianne Blidon montre en effet le paradoxe qui apparaît, notamment dans le Marais, entre une visibilité commerciale (toujours renforcée par la dimension centrale et regroupée des établissements gays) et une opacité protectrice qui se manifeste par des devantures aux vitres teintées ou des éclairages discrets, en vue d'assurer intimité et sécurité à la clientèle des bars, signe que la ville reste un espace hostile pour les sexualités minorisées (Blidon, 2004 : 59-63). Autre élément mis en avant par ces travaux : une organisation "en cône" des spatialités gay, particulièrement observable à Paris, avec une centralité visible de lieux festifs et commerciaux, et une marginalité de toute une autre partie d'espaces (lieux de drague non conformes, de prostitution, mais aussi de militantisme) et, par conséquent, des personnes les fréquentant.

L'intérêt de ces conclusions, concernant les spatialités lesbiennes, réside dans cette idée de visibilisation fragile et de diversité des habitudes de fréquentation au sein d'une même communauté. L'on peut supposer, dès lors, que le paradoxe visibilité / protection est d'autant plus prégnant chez les lesbiennes qui se voient exposées non seulement à l'hétéronorme mais aussi au sexisme de l'espace public. Par ailleurs, il y a fort à penser que le clivage centralité commerciale et visible / marges clandestines a moins de raison d'être en situation d'invisibilité presque totale. Rares à avoir proposé une analyse des spatialités lesbiennes - et uniquement lesbiennes -, après avoir cartographié le Paris lesbien des années 1970 à 2010, Nadine Cattan et Anne Clerval montrent en effet une urbanisation beaucoup plus diffuse et moins territoriale (Cattan et Clerval, 2011 : 1-4), preuve - s'il en fallait une - que les trajectoires gays et lesbiennes dans la ville ne peuvent être appréhendées conjointement, au risque de passer complètement à côté des logiques lesbiennes.

C'est finalement chez les historien·ne·s du genre que l'on trouve plus explicitement la présence du bar lesbien. Est-ce à dire que c'est un objet de musée, à considérer avec nostalgie ? Faut-il en conclure que l'évolution des mœurs l'aurait rendu obsolète ? Bien entendu je m'y refuse, postulant que son invisibilisation méthodique dans la sociologie, l'urbanisme et la géographie des sexualités, disciplines récentes, forme probablement l'illusion d'une existence du bar lesbien uniquement dans le passé. L'histoire, donc, tend à s'intéresser à cet objet en des contextes où il constituait le seul espace possible d'expression de soi-même, dans les sociétés occidentales réprimant alors l'homosexualité, comme toute entorse à l'ordre du genre. Lieu

cultivant le secret et quelque peu sélectif, le bar lesbien connaît une sorte d’“âge d’or” au tournant du XX^e siècle, avec la multiplication d’espaces oscillant entre le salon privé, le cabaret et le bar clandestin (Albert, 2006 : 87-105). L’histoire démontre aussi l’importance du bar communautaire dans les événements marquants, tels que les émeutes états-uniennes de la fin des années 1960 qui érigèrent le Stonewall Inn, bistrot sans prétention et aux mains de la mafia new-yorkaise, en symbole d’éclosion des mouvements LGBTQI+ dans le monde occidental. Mais, en dehors de cette figure historique du Stonewall Inn (devenu monument national sous l’ère Obama), les chercheur·euse·s qui s’attellent à retracer l’histoire des lieux LGBTQI+ - et tout particulièrement des bars lesbiens - se heurtent à la grande rareté des sources classiques. Leurs enquêtes se transforment alors en travail de fourmi, à la recherche de sources orales et d’archives privées dont la qualité de conservation et de classement, mais aussi l’accessibilité, dépendent parfois de l’énergie et du bon vouloir d’une seule personne (Messina, 2011 : 5-7).

3 - L’agenda lesbien à l’épreuve de la ville

L’agenda lesbien est donc constitué d’une série d’enjeux qui lui sont propres et qui se confrontent à une distribution spatio-temporelle de l’espace public, régenté par l’hétéronorme et la masculinité hégémonique. Au cœur de ces enjeux, le bar lesbien constitue un espace-temps particulier, traversé par des logiques structurellement politiques et économiques, militantes et commerciales (à l’échelle communautaire), traduites par des enjeux individuels de sexualité et de classe.

D’un point de vue systémique, l’organisation genrée de la ville a clairement contribué à l’invisibilisation des lesbiennes. On l’a vu, le système matriciel ou hégémonique tend à minoriser (voire invalider) certaines catégories, les plaçant dans des dynamiques de lutte de classe (la classe des femmes) pour résister à l’oppression. Aussi le lesbianisme, qui se trouve au carrefour de l’oppression de genre et de la stratification des sexualités (pour reprendre l’expression de Gayle Rubin), doit se confronter à l’impérialisme non seulement masculin, mais aussi hétérosexuel, formant une catégorie dominante qui a droit de cité dans toute la ville. C’est pourquoi la communauté gay n’est pas exempte de rapports de domination envers les autres communautés non-hétéronormées. Dans sa thèse sur les lieux *queers* de Paris et Montréal, Cha Prieur montre bien l’existence d’une homonormativité qui produit des discriminations à l’intérieur même des communautés LGBTQI+, où règne une certaine hégémonie masculine et

cisgenre. Les lesbiennes se trouvent en position de défaveur politique, mais également économique : concernées par les discriminations de genre liées à l'emploi et à l'entrepreneuriat, il n'est pas étonnant qu'elles soient freinées dans la structuration de leurs espaces. Le bar lesbien est avant tout une entreprise menée par des femmes, à destination de femmes, dans un secteur loin d'être paritaire : l'horeca¹¹. Au-delà de la surreprésentation des hommes, une certaine division genrée des tâches y est observable (les hommes s'occupent majoritairement du bar et les femmes du service en salle, par exemple). Par ailleurs, gérer un établissement horeca nécessite de créer un réseau professionnel de fournisseur·euse·s et partenaires financier·e·s, là encore majoritairement composé d'hommes, avec toutes les entraves aux négociations liées aux stéréotypes - sur les femmes et sur les lesbiennes - que l'on peut imaginer.

En termes d'activité commerciale et militante, le paysage urbain lesbien est, nous l'avons vu, plus diffus et moins clivé que le paysage urbain gay. Concrètement, établissements commerciaux, festifs, militants ou encore artistiques se confondent volontiers et se répartissent de façon sporadique, dans l'espace comme dans le temps. Nadine Cattan et Anne Clerval mettent en évidence l'organisation alternative des lesbiennes à Paris, notamment avec l'avènement des réseaux sociaux et des soirées lesbiennes (Cattan et Clerval, 2011 : 13-15). Si Internet a créé des espaces virtuels, et si les soirées ont permis de contourner en partie les difficultés financières rencontrées par les bars, il reste néanmoins nécessaire, à mon sens, de souligner les apports du bar lesbien. Il s'agit d'un temps différent, en ce qu'il couvre des plages horaires moins tardives et moins regroupées sur les week-ends que les soirées, souvent organisées les vendredis et samedis dans des clubs ou des bars de nuit. Le bar lesbien, lui, tient un rôle de début de soirée, de sortie du travail, sans nécessairement proposer de programmation ou d'autre activité que la consommation de boissons. Il constitue également un espace réel, qui peut servir de prolongement à une rencontre virtuelle. Ici l'on voit bien que le bar lesbien n'est pas directement concurrencé par Internet ou par les soirées lesbiennes, mais que ces éléments constitutifs des trajectoires lesbiennes ont tendance à se compléter, dans le temps et dans l'espace. Le bar lesbien prend parfois le statut de bar associatif, non seulement pour surmonter les enjeux financiers en bénéficiant de subventions et d'exonérations de charges, mais aussi parfois pour se distancier de l'entrepreneuriat privé. C'est en effet parfois le fruit d'une volonté d'éliminer tout conflit d'intérêts entre militantisme et *business* - du moins en apparence, car nous verrons par la suite que les bars associatifs ne sont pas exempts de logiques commerciales.

¹¹ Secteur d'activités de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés.

À l'échelle individuelle enfin, les lesbiennes qui fréquentent ces lieux sont traversées par des enjeux notamment de classe, de genre et de sexualité. Leurs moyens et besoins ont un impact évident sur leurs comportements, aussi l'on peut observer de réelles différences de fréquentation - quantitatives et qualitatives - selon les tarifs pratiqués par les établissements lesbiens. En effet, au vu des logiques économiques structurelles évoquées plus haut, les pouvoirs d'achat individuels des lesbiennes se voient affaiblis. Néanmoins, la rareté des lieux lesbiens dans la ville les rendent parfois attractifs au point d'effacer toute considération économique dans les comportements individuels. Car d'autres attentes régissent les habitudes des lesbiennes et leurs rapports aux bars : la recherche affective (rencontrer des partenaires sexuel·le·s ou tisser des liens amoureux et amicaux), le *networking* (créer et entretenir un réseau professionnel, artistique et/ou militant), ou encore la volonté de divertissement (assister à des performances artistiques, aller danser, s'amuser...). Une caractéristique cruciale est attribuée aux lieux lesbiens : le fait qu'ils constituent des espaces *safes*. Cette expression, d'usage courant dans les milieux militants, exprime la volonté d'assurer une sécurité et une sûreté au sein d'espaces définis, en réservant l'accessibilité aux seules personnes concernées par une oppression systémique (ici la lesbophobie), afin d'en minimiser le risque d'occurrence. L'espace *safe* constitue également un lieu favorable à l'auto-émancipation, en ce qu'il épargne les lesbiennes de la pédagogie dont elles doivent régulièrement faire preuve en terrain hétéronormé, pour affirmer leur légitimité.

Le bar lesbien est en cela une appropriation de l'espace public : "avoir pignon sur rue", créer des lieux *safes*, d'expression de la sexualité, de culture communautaire... hors les hommes cisgenres, hors l'hétéronorme. C'est aussi une appropriation de l'espace commercial : dans le secteur de l'horeca et plus largement de l'entrepreneuriat et de l'économie. Enfin c'est une appropriation du temps : celui qui n'est ni un temps de travail, ni un temps de famille, mais un temps de mise en relation, de divertissement et d'organisation politique. La fameuse clé évoquée par Virginia Woolf prend ici tout son sens : il ne s'agit pas de s'enfermer dans un entre-soi éternel, mais bien de garantir un espace-temps sans risque d'interruption ni d'envahissement de la conscience, un espace-temps d'auto-émancipation.

III - LE BAR LESBIEN BRUXELLOIS EN QUATRE ESQUISSES

1 - Contexte et méthodologie

Actuellement, à Bruxelles, il n'existe aucun établissement qui remplisse suffisamment de critères pour être identifié comme bar lesbien. Autrement dit, il n'existe aucun bar qui soit - ouvertement ou même implicitement - dédié à la communauté lesbienne. D'après différentes sources, le dernier bar lesbien en date aurait été le Gate, rue du Fossé aux Loups, fermé en 2003¹². Depuis quinze ans donc, aucun bar lesbien n'a vu le jour dans la capitale. Avant cela, les différents travaux d'archives, menés notamment par Charline Herbin et Mathilde Messina, montrent une chronologie d'ouvertures et fermetures successives d'établissements, tout au long du XX^e siècle. À partir des années 1970, cette succession apparaît même sans discontinuité. Durant la période précédente, les lieux lesbiens sont particulièrement difficiles à identifier : c'est notamment grâce aux archives de police, recensant les attentats à la pudeur entre femmes, que Charline Herbin parvient à retracer l'existence de bars lesbiens à Bruxelles durant les années 1950 et 1960 (Herbin, 2009 : 9). Malgré cette apparente continuité, le nombre de lieux ouverts simultanément dans la ville semble n'avoir jamais été très élevé, avec une activité d'un à trois établissements à la fois tout au plus. Le tissu associatif a aussi joué un rôle historique dans l'accueil et le regroupement des lesbiennes, les asbl¹³ Tels Quels et RainbowHouse Brussels étant les plus connues, mais jamais ces espaces n'ont été réellement identifiés par la communauté comme bars lesbiens. L'histoire lesbienne bruxelloise montre que les bars lesbiens se sont quasiment toujours concentrés sur la commune de Bruxelles centre, néanmoins leur petit nombre ne permet pas de parler de centralité, encore moins de quartier lesbien. Le quartier Saint-Jacques est, quant à lui, clairement identifié comme le quartier gay de Bruxelles. L'absence de bar lesbien depuis 2003 ne signifie en rien une absence d'activité ou de culture lesbienne, la communauté s'étant depuis organisée autour de soirées événementielles, telles que les Méga-top-biches, Velvet 69, Zukunft réservées aux lesbiennes. Cependant, les soirées en non-mixité tendent à se raréfier laissant place à des soirées mixtes LGBTQI+, ou dites *queers* (Butchy Butch, Catclub, Chaudière, ou encore Mon Cul Ta Praline). La période 2017-2018 a vu naître un nombre étonnant de projets lesbiens, tels que trois des esquisses de bars que je

¹² Sources : Mathilde Messina, Jessica Gysel, ainsi que les contributrices aux événements « Herstory Sunday » et « BAL - Brussels Almanack Lesbian - Catalogue Launch » (événements référencés en fin de mémoire).

¹³ Association sans but lucratif.

m'apprête à décrire. D'autres événements, non présentés ici, comme la soirée Résidence-L à Uccle ou la soirée Lipstick dans le quartier gay, ont également vu le jour au cours de mon enquête.

En vue d'explorer les bars lesbiens dans leurs dimensions de commerces militants, il m'a semblé essentiel de les vivre, de les expérimenter, afin de mesurer l'importance des différentes logiques qui s'y jouent. Aussi, j'ai effectué une observation participante, de septembre 2017 à juillet 2018, dans quatre esquisses de bars lesbiens, sélectionnées pour la diversité de leurs formes. Je parle ici d'esquisses, car Bruxelles reste une ville sans réel bar lesbien et ces lieux sont, nous le verrons, des créations d'espaces lesbiens dont les limites ne permettent pas de les qualifier de bars lesbiens sans ajouter plus de précisions. Dans chaque lieu d'enquête, j'ai mené un entretien avec l'initiatrice et/ou organisatrice du projet. Chaque entrevue, d'environ quarante minutes, a été réalisée selon la méthode de l'entretien compréhensif (Kaufman, 2011), soit un échange semi-dirigé par une grille de questions¹⁴. L'observation participante a consisté, quant à elle, à assister aux différents événements tenant lieu de "bars lesbiens", sans créer de distance artificielle avec les enquêté·e·s, mais au contraire en nourrissant la recherche de ma perspective particulière. Mes données ont été récoltées selon une grille d'observation, identique pour chaque lieu¹⁵. Par ailleurs, j'ai assisté à diverses communications en lien avec mon objet, dont deux visites guidées lesbiennes de Bruxelles menées par Marian Lens. Activiste lesbienne et sociologue, Marian Lens a également créé la première librairie lesbienne et féministe de Bruxelles, Artemys, ouverte entre 1985 et 2001. À ce titre, elle a bien voulu m'accorder un entretien qui m'a permis d'appréhender cette recherche avec plus d'éléments de contexte.

Il convient à présent de décrire ma proximité à l'objet de ma recherche. Appartenant moi-même à la communauté lesbienne, les lieux observés m'étaient destinés et j'en constituais en partie la cible privilégiée. Cela m'a permis un accès facilité à ces espaces, mais également d'être accueillie favorablement par tou·te·s les enquêté·e·s (la plupart des personnes que j'ai interrogées faisaient partie de mon réseau d'ami·e·s, ou du cercle élargi de ce réseau). Ainsi, les entretiens se sont déroulés sans trop d'embarras, avec une entrée assez directe et transparente dans les sujets qui m'intéressaient. Mon épouse, en tant qu'organisatrice de L'Apéritif Lesbien de Madame Charvet, a fait partie de mon enquête. Afin de limiter au maximum l'influence qu'aurait pu avoir notre lien intime sur la mise en valeur de son projet en comparaison des

¹⁴ Voir annexe A, p. 60.

¹⁵ Voir annexe B, p. 61.

autres, j'ai choisi de m'entretenir avec elle en toute fin d'enquête (les lieux sont ici présentés non pas dans l'ordre de l'enquête mais selon la chronologie de leurs apparitions dans le paysage lesbien bruxellois). Il me semble également important de préciser mon statut de personnalité relativement publique, du moins dans le milieu lesbien francophone, dû à mon activisme en ligne sous le pseudonyme Charlotte de Bruges. Ce statut m'a notamment offert un accès à l'imaginaire collectif lesbien *via* les quelques questions évoquées en introduction, mais m'a aussi placée dans la double position de mémorante et de féministe lesbienne auprès des enquêté·e·s. Enfin, je me suis intéressée aux bars lesbiens de Bruxelles avec moi-même le projet d'en ouvrir un à l'avenir, c'est donc consciente que ce travail pourrait aussi nourrir une future étude de marché et sans jamais m'en cacher au cours de mon enquête que j'ai mené cette recherche. Ma perspective ne prétend à aucune omniscience ou universalité, mais il s'agit bien d'un point de vue situé, relevant de l'épistémologie féministe, chère aux études de genre (Clair, 2016 : 66-83).

2 - RainbowHouse Brussels : un bar lesbien par défaut

*« Les gens ne comprennent pas
ce qu'on fait à la RainbowHouse,
ils pensent que c'est un bar. »¹⁶*

a - Situation et contexte

Association sans but lucratif (asbl), la RainbowHouse Brussels abrite une cinquantaine d'associations LGBTQI+ et/ou féministes, francophones et néerlandophones, de la région de Bruxelles. Elle offre également un accueil des personnes LGBTQI+ qui peuvent y trouver des informations et être orientées vers une assistance juridique, sociale, psychologique ou médicale. L'association siège dans une petite maison, la Maison Arc-en-Ciel (MAC), située en plein cœur du quartier Saint-Jacques, connu pour être le quartier gay de Bruxelles. Au rez-de-chaussée, un bar est alternativement animé par l'association coupole et les asbl adhérentes, ciblant les communautés LGBTQI+. Au numéro 42 de la rue du Marché au Charbon, le bar de la MAC

¹⁶ Les citations de cette section (III-2) sont toutes issues de mon entretien de recherche mené auprès de Delphine Von Kaatz.

dénote quelque peu avec ses voisins : bar associatif encadré de commerces privés, il est également le seul bar du “village” à viser un public plus large que la simple communauté gay. Aussi, le soir venu, lorsque cette rue centrale du quartier s’anime, seul le bar de la RainbowHouse voit potentiellement affluer en nombre la communauté lesbienne, tandis que la dizaine de bistrots alentours s’emplissent quasi exclusivement d’hommes. La MAC se trouve également à deux pas de la Grand Place, soit en plein centre touristique de Bruxelles, la rue du Marché au Charbon est donc un passage très fréquenté, où se croisent touristes et personnes issues des communautés LGBTQI+. L’emplacement des bars y est prisé, en ce qu’il leur confère, ainsi qu’à la RainbowHouse, une forte visibilité.

Si le bar de la MAC est assez sombre et exigu, il a de toute évidence été aménagé avec une volonté de convivialité. Derrière une lourde porte souvent laissée ouverte, une salle carrelée, dont les lignes semblent converger vers l’escalier du fond, est en grande partie occupée par un comptoir. Même s’il s’agit d’une unique pièce, trois espaces s’y dessinent : à gauche de l’entrée, une grande table ronde et quelques chaises sont entourées de rebords où fourmillent les brochures associatives et autres *flyers* de soirées ; sur la droite, un *kicker* a été installé ; le long du comptoir enfin, de hauts tabourets et quelques mange-debout permettent de se rassembler de façon plus informelle autour d’un verre. Les murs du bar sont régulièrement investis par des artistes engagé·e·s dans les luttes LGBTQI+, invité·e·s à y exposer leurs peintures ou photographies. La petite terrasse, devant la maison, est sommairement aménagée lorsque la météo s’y prête, la table ronde étant alors sortie et parfois abritée d’une tonnelle. Exceptionnellement, lors de grands événements tels que la Belgian Pride en mai, un petit comptoir extérieur est bricolé pour faire face à une inhabituelle affluence.

Avec ses dix-sept années d’existence, la MAC fait figure d’institution dans le quartier gay et au sein de la communauté LGBTQI+ bruxelloise. Six employé·e·s gèrent actuellement la mise en œuvre des missions de l’association, ainsi que la coordination avec les bénévoles des asbl membres. Arrivée en septembre 2013 au sein de l’équipe, Delphine Von Kaatz est en charge des « projets femmes ». Sa présence a nettement contribué à dynamiser et valoriser le tissu associatif lesbien de Bruxelles, grâce notamment à l’organisation d’événements annuels tels que le Lesborama ou le L-Festival. Son arrivée a également eu un impact sur la fréquentation du bar de la MAC par les lesbiennes : « je ne pense pas que j’ai ouvert la RainbowHouse aux lesbiennes mais peut-être à un peu plus et en tout cas à d’autres ». Par ailleurs, Delphine organise parallèlement les soirées *queers* Mon Cul Ta Praline, soirées connues d’un grand

nombre de Bruxellois·es depuis une quinzaine d'années. C'est d'ailleurs en sa qualité d'organisatrice de soirées qu'elle a également pris part au projet « Mothers & Daughters - A Lesbian Bar », développé plus loin.

b - Mise en œuvre du bar lesbien

Un à deux samedi(s) par mois, Delphine organise une soirée lesbienne dans le bar de la MAC : il s'agit de la soirée M(iii)aou, du Queer Kicker Contest, ou d'une combinaison des deux. Par ailleurs, le bar est régulièrement investi, en semaine ou le week-end, par des associations qui ciblent la communauté lesbienne. Ces diverses initiatives, dans un contexte d'absence de bar lesbien depuis 2003, font de la RainbowHouse le seul lieu qui endosse ponctuellement mais de façon pérenne le rôle de bar lesbien à Bruxelles. La MAC constitue en quelque sorte un bar lesbien par défaut, qui jouit non seulement d'un monopole, mais aussi de la notoriété de l'association RainbowHouse Brussels, ainsi que de son emplacement privilégié. La communication mise en œuvre en amont des soirées lesbiennes du bar est sommaire : un événement Facebook, parfois quelques affiches et *flyers*, mais qui ne bénéficient quasiment d'aucune distribution hors les murs de la MAC.

S'il s'agit de soirées, soit d'événements thématiques ponctuels, la M(iii)aou et le Queer Kicker Contest adoptent néanmoins des horaires de bar et non de club, avec un accueil autour de 19h et une clôture située entre minuit et 2h. Le succès de ces rendez-vous est constant, cinquante à cent personnes faisant systématiquement le déplacement. L'âge moyen est assez jeune et l'ambiance plus fêtarde qu'activiste : il s'agit ici majoritairement de se rencontrer, de draguer et de s'amuser entre jeunes lesbiennes. Les communautés trans* et *queer* trouvent largement leur place dans ces soirées dont les valeurs se veulent en adéquation avec celles de leur maison mère, l'inclusivité y étant primordiale. L'entrée y est gratuite mais filtrée par une portière qui veille au maintien d'une ambiance bienveillante. Les consommations à bas prix attirent une population assez jeune donc, mais également peu aisée. Selon Delphine, un objet-clé joue un rôle central dans le succès de ces fêtes : « j'ai fait acheter un *kicker* dès le premier mois où je suis arrivée à la RainbowHouse parce que je me suis dit que ça allait ramener les filles et ça a plutôt bien marché ». Un objet qu'elle qualifie de fédérateur (des tournois sont organisés, nécessitant la formation d'équipes), elle qui estime que « tout le monde est timide et particulièrement les nanas ». Par ailleurs, des DJ lesbiennes et/ou féministes sont systématiquement programmées, pour inciter les participant·e·s à danser.

c - Logiques militantes et commerciales

Dans le paysage LGBTQI+ bruxellois, le statut du bar de la MAC est indissociable de celui de l'asbl Rainbowhouse, et réciproquement. Or, les travailleur·euse·s de la MAC semblent pâtir de la confusion qui existe entre les deux : réduire toute une activité associative, aussi importante que celle de cette coupole régionale des asbl LGBTQI+, à un simple bar... voilà de quoi frustrer les employé·e·s et bénévoles : « je pense que notre visibilité n'est pas très très bonne, enfin le bar est visible, hyper visible, mais en fait c'est pas ça notre travail ». Mais l'on pourrait retourner le problème : réduire l'activité bar à un détail optionnel qui ne participerait qu'accessoirement aux missions de la MAC serait minimiser l'importance de créer un espace *safe*, un lieu à soi, enjeu crucial pour la communauté lesbienne, comme on l'a vu. Or c'est précisément ce que s'attelle à faire l'équipe de ce bar, au moins une fois par mois, en trouvant par exemple des astuces pour contourner l'interdiction de filtrage à l'entrée (qui serait sinon considéré comme une privatisation du lieu) : « tu ne peux pas interdire aux gens d'entrer, par contre tu peux leur parler jusqu'à ce qu'ils se découragent, en leur expliquant que c'est une soirée pour les meufs, que c'est super rare, que s'ils veulent un bar gay il y en a plein dans la rue ».

En tant que bar associatif, la MAC n'est a priori pas soumise à un objectif de rentabilité. Néanmoins, les recettes du bar forment plus de 30 % de l'enveloppe budgétaire globale de l'asbl, soit environ un tiers de son financement. À l'inverse, étonnamment, il n'existe pas, dans la répartition du budget de la RainbowHouse, d'enveloppe dédiée au "projet bar". L'installation du *kicker*, dont l'importance sociale n'est plus à prouver, est par exemple le fruit d'une négociation interne, menée par Delphine, pour en obtenir le financement. Sans budget propre ni objectif de chiffre, le bar de la MAC reste néanmoins un lieu de consommation et d'échanges commerciaux, entre autres. Par ailleurs, le secteur associatif n'est pas exempt de logiques *marketing* : la RainbowHouse survit majoritairement grâce à des subventions publiques, qui représentent les deux autres tiers de son financement, or l'on peut imaginer que si le bar de la MAC était déserté par les communautés LGBTQI+ au profit d'autres lieux, la notoriété et l'image de l'association en pâtiraient et les subsides pourraient être revus à la baisse. Cela étant, le bar de la MAC ne souffre d'aucune concurrence rue du Marché au Charbon, bien au contraire : non seulement il attire tout une partie de la communauté LGBTQI+ qui ne se sent pas toujours en lieu *safe* - ou pas totalement incluse - dans les bars gay alentours, mais en plus c'est un bar qui bénéficie d'un ancrage incomparable dans le quartier, du haut de ses dix-sept

années d'existence. Le paradoxe est donc d'autant plus flagrant, entre ce succès durable du bar de la RainbowHouse et la frustration que ce succès génère, alors même que c'est semble-t-il cette fonction de l'association qui participe le plus à son rayonnement.

Par ailleurs, la MAC n'est pas la seule à jouir des recettes de son bar : en tant que coupole, elle met l'espace bar à disposition des asbl membres qui, lorsqu'elles l'utilisent pour un événement, touchent un pourcentage des bénéfices générés par les consommations. Si l'équipe de la RainbowHouse se refuse à faire pression sur ses associations, en vue d'augmenter les recettes du bar, elle n'hésite cependant pas à les encourager à communiquer autour des événements, partant du principe que les asbl ne peuvent qu'être gagnantes à faire venir du monde. L'on voit bien ici que, si légères soit les mesures de *marketing* associatif entreprises par la RainbowHouse, les enjeux économiques n'en sont pas totalement absents. Pour preuve ultime, peut-être, cette utilisation du langage commercial par Delphine concernant les soirées lesbiennes de la RainbowHouse : « organiser des choses avec du fond, c'est moins vendeur que d'organiser des fêtes ». S'il est évident que l'objectif premier de la MAC n'est pas ici de générer des recettes, mais bien de générer du tissu social au sein de la communauté lesbienne, les enjeux économiques n'en sont jamais totalement absents.

3 - L'Apéritif Lesbien de Madame Charvet : un bar lesbien performatif

*« Le fait de prendre un bain
de gouines après le travail,
ça fait du bien. »¹⁷*

a - Situation et contexte

Madame Charvet, de son prénom Emmanuelle, est une Française résidant à Bruxelles depuis janvier 2013. Militante lesbienne et féministe, elle est ponctuellement bénévole au bar de la RainbowHouse Brussels, mais l'essentiel de ses actions sont indépendantes de structures associatives. Actuellement hôtesse de caisse, Emmanuelle a travaillé durant une quinzaine

¹⁷ Les citations de cette section (III-3) sont toutes issues de mon entretien de recherche mené auprès d'Emmanuelle Charvet.

d'années dans le secteur de l'horeca : elle a d'ailleurs le projet d'ouvrir son propre établissement à Bruxelles... un bar lesbien, évidemment. Son expérience dans le milieu des bars parisiens et bruxellois l'a fortement sensibilisée aux rapports sociaux oppressifs, de genre et de sexualité qui s'y opèrent. Par ailleurs, Emmanuelle a fréquenté, durant les années 2000 et 2010, le milieu lesbien de Paris... et ses bars. Déplorant l'absence de lieu entièrement dédié aux lesbiennes à Bruxelles, elle a récemment décrété que n'importe quel bistrot de la ville pourrait devenir lesbien, à condition d'y faire venir la clientèle concernée et d'y assurer une certaine garantie de bienveillance, autrement dit d'en faire un espace *safe* pour les lesbiennes. Elle a alors imaginé un concept de bar lesbien performatif, éphémère et itinérant, où la simple désignation d'un lieu comme étant un "bar lesbien" en fait un bar lesbien. En septembre 2017, Emmanuelle lance la première édition de son concept, qu'elle nomme L'Apéritif Lesbien de Madame Charvet (ALMC).

Les lieux où se déroulent les ALMC sont majoritairement à Saint-Gilles, bien qu'Emmanuelle s'efforce parfois de viser d'autres communes comme Bruxelles, Schaerbeek et Ixelles. Il s'agit de bars de quartier, typiquement des bars d'angle et vitrés (pour obtenir une bonne visibilité), facilement accessibles par les transports en commun, de petite surface (pour qu'un nombre même réduit de lesbiennes puissent remplir l'espace) et dont la notoriété ne s'étend pas au-delà du voisinage. L'entrée doit y être gratuite et les prix démocratiques, la clientèle (généralement peu nombreuse et majoritairement composée d'hommes) *a priori* bienveillante. Enfin, les tenancier·e·s des bars ne sont jamais averti·e·s en amont de la tenue prochaine d'un ALMC en leur établissement.

b - Mise en œuvre du bar lesbien

Les ALMC ont lieu une à deux fois par mois, toujours en semaine (généralement un jeudi), à partir de 18h. La date et le lieu sont annoncés seulement trois jours à l'avance, *via* la création et la diffusion d'un événement Facebook, toujours identique, où l'organisatrice annonce l'ouverture d'un nouveau bar lesbien. Elle invite alors la communauté lesbienne à se retrouver à l'adresse et l'heure dites, le temps d'un apéritif qui transformera le bar de quartier désigné en "bar lesbien", pour une soirée. Elle avertit également son auditoire du caractère imprévu de l'événement (« le patron n'est pas au courant ») et décrit sa tenue vestimentaire, toujours identique, afin d'être repérée sur place. À chaque édition, Emmanuelle se présente donc à l'heure et à l'adresse convenues avec le même *sweat-à-capuche* bleu qui permet de l'identifier.

Elle s'applique à saluer toute personne arrivant sur les lieux dans le cadre de l'ALMC et veille à inclure, dans le groupe qui se forme autour d'elle, les participant·e·s qui se présentent seul·e·s. En fin d'événement, une photo est souvent prise devant le bar et, si les participant·e·s s'estiment satisfait·e·s de l'endroit et de la réception, Madame Charvet appose un autocollant arborant son logo et l'adresse de sa page Facebook sur la devanture. Elle marque ainsi le passage de la communauté lesbienne et la labellisation du lieu comme espace *safe*, du moins le temps d'une soirée.

Régulièrement relayé par des pages Facebook et *newsletters* communautaires qui lui assurent ainsi une publicité, l'événement ALMC rencontre toujours un minimum de succès. Les onze éditions que j'ai pu observer m'amènent à établir une moyenne de trente-cinq participant·e·s, le plus fréquenté des ALMC ayant réuni autour de septante personnes. Au cours des cinq dernières éditions, entre trente et quarante personnes étaient présentes, dont un noyau d'habitué·e·s, créé au fil des rendez-vous. La grande majorité des lesbiennes présentes sont des Bruxelloises francophones de vingt-cinq à quarante-cinq ans. Si l'âge moyen est plus élevé qu'aux soirées lesbiennes de la RainbowHouse, la représentativité des classes sociales est là aussi assez différente : se côtoient aux ALMC des personnes issues de milieux très variés, partageant une conscience des discriminations que créent les rapports de genre et de sexualité dans l'espace public, ainsi qu'une volonté politique d'améliorer la visibilité des lesbiennes. Ce militantisme ambiant est particulièrement palpable dans les discussions engagées à chaque ALMC, autour des problématiques lesbiennes.

Une dimension festive est également notable, accompagnant la volonté collective d'investir les lieux. Les groupes formés (parfois un groupe unique, parfois plusieurs petits groupes, selon les éditions) ont en effet tendance à s'approprier l'espace du bar et de la terrasse, mais aussi les activités proposées par l'établissement (un jeu de fléchettes, une petite piste de danse, un flipper, etc.). Autre espace ciblé par l'appropriation collective : les toilettes, où se jouent des interactions plus intimes. C'est alors le lesbianisme en tant que pratique sexuelle qui s'opère en ces lieux, prouvant par là même que l'espace est considéré comme suffisamment sécurisant pour vivre sa sexualité en toute confiance.

Lors de certains ALMC, une réelle interaction a eu lieu entre les participant·e·s et les habitué·e·s des bars investis : beaucoup de questions ont émergé autour de l'absence de bar lesbien à Bruxelles et de l'importance du rassemblement, ou encore de la culture et de l'identité

lesbiennes. À quelques autres reprises en revanche, l'interaction n'a pas eu lieu et la présence des lesbiennes a plutôt généré la désertion de l'endroit par les habitué·e·s, créant un effet visuel de remplacement d'une population hétérosexuelle majoritairement masculine par une population de femmes issues de la communauté lesbienne.

c - Logiques militantes et commerciales

Ici, Madame Charvet semble balayer tout enjeu commercial en proposant un événement militant, sans nécessiter aucun financement. Il n'y a pas non plus d'objectif de chiffre d'affaire à atteindre, puisqu'aucun arrangement n'est conclu avec les bars, ni en amont (il s'agit d'une surprise), ni *a posteriori*. Par ailleurs, chaque édition voit désigné un nouveau bar, ce qui garantit en soi l'absence de conflit d'intérêts : l'on pourrait soupçonner Emmanuelle de faire le jeu commercial d'un établissement, encore faudrait-il que l'événement s'y reproduise. L'enjeu de l'accessibilité est central dans le concept de l'ALMC : « c'est important qu'il n'y ait pas de discrimination par rapport aux prix, (...) le fait de se dire "c'est la fin de mois mais ah cool on va dans un endroit où il y a de la Superbock à un euro cinquante ou deux euros" ». Néanmoins, il est à noter que les bénéfices, non négligeables, générés par les consommations des participant·e·s, ne reviennent absolument en rien à la communauté lesbienne. Le retour sur investissement ne se traduit donc pas en argent, mais en politique : la visibilité des lesbiennes dans la ville a un prix, mais relativement accessible pour les petits budgets.

L'événement ne coûte rien à organiser ? C'est parce qu'il n'y a personne à payer pour le faire, mais également que les énergies engagées sont très modestes. La survie de ce bar lesbien performatif tient à l'initiative d'une seule personne, ce qui rend son avenir à long terme quelque peu fragile. L'organisatrice en est d'ailleurs consciente, lorsqu'elle évoque le bar lesbien éphémère Mothers & Daughters, dont la tenue durant deux mois lui a fait prendre la décision d'interrompre provisoirement les ALMC : « ça attire quand même beaucoup de personnes, et une grande partie des personnes qui viennent à mes apéros, (...) je suis trop petite encore ». L'on peut cependant présager du fait que la facilité d'organisation de l'ALMC puisse créer des émules et favoriser la démultiplication des bars lesbiens d'un soir. C'est d'ailleurs l'ALMC qui a inspiré le projet Baragouine, sur lequel je me suis également penchée dans le cadre de cette étude. Mais à court et moyen termes, c'est une réelle satisfaction communautaire qui émane de ce projet : la part militante est comblée par cette opération de visibilité dans « ces bars qui font partie de notre quotidien », dans des lieux stratégiques d'expression la plus banale de

l'hétéronormativité, hors les frontières du quartier gay de Saint-Jacques ; la part festive est quant à elle amusée par l'idée de s'adonner au lesbianisme dans des troquets très... hétérosexuels. Une espérance de vie limitée donc, mais qui contribue, à sa mesure, au renforcement social et politique de la communauté lesbienne bruxelloise.

À l'instar de la RainbowHouse - et du Baragouine que nous verrons plus tard -, l'ALMC impose son calendrier : il ne s'agit pas d'un bar lesbien prêt à accueillir chaque soir les lesbiennes qui le souhaitent, mais bien d'un rendez-vous fixé ponctuellement avec la communauté. C'est l'événement qui fait le bar lesbien, et non le bar lesbien qui crée l'événement. La création de l'espace *safe* est ici dépendante de la formation du regroupement, l'endroit n'étant pas *a priori* lesbien. Même si la bienveillance supposée des personnels et clientèles de ces bars est un critère de sélection, elle ne suffit pas à garantir une sécurité quotidienne : les interactions amoureuses, la drague, la sexualité... tous ces gestes subiraient sans doute une part d'autocensure dans ces mêmes lieux, hors le cadre de l'ALMC. C'est là toute l'importance de l'enjeu de pérennisation des lieux lesbiens, qui nécessite des moyens économiques plus importants.

4 - Mothers & Daughters : un bar lesbien temporaire

*« C'est toujours les mecs qui ont les
grands espaces, nous aussi on va prendre
quelque chose qui est grand. »¹⁸*

a - Situation et contexte

Le projet « Mothers & Daughters - A Lesbian Bar » est un projet militant et artistique qui consiste à installer un bar lesbien dans un lieu défini (un bar préexistant ou non), pour une durée déterminée à l'avance. Il a été initié par trois féministes issues du milieu artistique bruxellois néerlandophone : Jessica Gysel, Katja Mater et Marnie Slater, toutes trois faisant partie du comité de rédaction du magazine féministe indépendant *Girls Like Us*¹⁹, fondé par Jessica

¹⁸ Les citations de cette section (III-4) sont toutes issues de mon entretien de recherche mené auprès de Jessica Gysel.

¹⁹ *Girls Like Us* est un périodique qui a pour objectif de mettre en avant les femmes dans les domaines des arts, de la culture et de l'écriture. Fondé et dirigé par Jessica Gysel, Belge néerlandophone, le magazine compte au sein de sa rédaction des féministes résidant essentiellement à Bruxelles et à Stockholm.

Gysel²⁰. C'est d'ailleurs au nom de ce collectif que la première version du bar lesbien éphémère Mothers & Daughters (Mo&Da) voit le jour, au Beurscafé, en décembre 2017. Le Beurscafé est le bar du Beursschouwburg, centre culturel flamand situé en plein centre de Bruxelles, rue Auguste Orts. Le partenariat entre le Mo&Da et le Beursschouwburg s'inscrit alors dans le programme saisonnier de l'institution, intitulé « The future is feminist »²¹. Dans cette rue très fréquentée qui donne directement sur la place de la Bourse, le Beurscafé occupe un vaste espace au rez-de-chaussée du bâtiment. Si, depuis l'extérieur, le Beursschouwburg est imposant et remarquable, l'existence du bar n'est notifiée que par une petite enseigne et quelques rares tables en terrasse. Pour autant, c'est un bar très fréquenté, qui jouit de la grande notoriété du centre culturel qui l'abrite. Au fond du sas d'entrée, la vaste salle carrée du Beurscafé se dévoile sur la droite : une scène surélevée s'étend sur toute sa largeur, faisant face à un comptoir en L, longé de hauts tabourets. Entre la scène et le comptoir, l'espace central ne contient que quelques tables et chaises éparses, laissant d'avantage place à la station debout (éventuellement à la danse) plutôt qu'au regroupement assis : le Beurscafé fait en effet régulièrement office de salle de concert. C'est donc en ce lieu qu'a pris place le Mo&Da (première version), durant trois vendredis soirs de décembre, période où le quartier fourmille de touristes profitant des "Plaisirs d'Hiver", le célèbre marché de Noël de Bruxelles.

Au cours des mois de mai et juin 2018, le Mo&Da connaît une nouvelle édition, cette fois en son nom propre. Le collectif est alors élargi à sept personnes, accueillant, en plus des trois Bruxelloises de *Girls Like Us* : deux actrices francophones du milieu LGBTQI+ bruxellois (dont Delphine Von Kaatz de la RainbowHouse) et deux artistes - féministes et lesbiennes - néerlandophones. Cette deuxième version de bar lesbien éphémère prend place quai aux Briques, soit au cœur du quartier Sainte-Catherine de Bruxelles. Les locaux d'un ancien restaurant et centre culturel grec, désaffectés depuis trente-cinq ans, sont investis par le collectif qui contracte pour cela un bail de location privée de deux mois, avec un loyer négocié à cinq mille euros pour la totalité. L'emplacement est prisé, dans un quartier assez aisé, où se mêlent touristes et artistes, avec une concentration de commerces néerlandophones. Autour de l'église Sainte-Catherine, de nombreux bars et restaurants animent la place, tout au long de la journée et de la soirée. Le bâtiment loué par le collectif pour y installer le Mo&Da est légèrement en retrait par rapport à ses voisins, ce qui crée un espace élargi sur le trottoir et permet d'aménager

²⁰ Jessica travaille parallèlement pour Visit Brussels, office du tourisme et des congrès de Bruxelles, institution pour laquelle elle a fondé « Girls Heart Brussels », un événement annuel de tourisme féministe et artistique.

²¹ Trad. : « Le futur est féministe ».

une terrasse, une aubaine en ce printemps bruxellois. L'entrée dans les lieux s'effectue par ce qui ressemble à un garage, espace ni tout à fait extérieur, ni tout à fait intérieur, qui prolonge la terrasse. Pour accéder à la salle du bar, une petite porte se situe en haut de quelques marches, sur le côté gauche du garage. La pièce est largement vitrée en façade, mais reste néanmoins assez sombre, de par sa profondeur. Un espace tables-et-chaises est alors installé par l'équipe Mo&Da dans la partie la plus lumineuse, puis le bar occupe la partie centrale, jusqu'à une pièce au fond, en contrebas et toute carrelée, cuisine de l'ancien restaurant. Cet espace assez insolite, d'apparence sombre et froide mais attisant fortement la curiosité, sera transformé durant les deux mois en salle d'exposition.

b - Mise en œuvre du bar lesbien

Dans sa première version au Beurscafé, le projet Mo&Da a consisté à s'approprier un bar déjà existant et très fréquenté. Pour cela, le collectif *Girls Like Us* a entrepris de réaménager l'espace, d'instaurer sa propre charte graphique et de remplacer le personnel ainsi que la carte des boissons, le tout dans la perspective de transformer le Beurscafé en bar lesbien. Ainsi, sous la petite enseigne du bar surplombant la terrasse, une tenture est suspendue jusqu'au sol, affichant le nom « Mothers & Daughters ». Dans le sas d'entrée, un grand rideau est tendu de façon à marquer l'entrée, servant également de point d'information (une brève explication du concept y est imprimée) : il s'agit ici de sensibiliser le public habituel au caractère lesbien (éphémère) du lieu. À l'instar de la RainbowHouse, le statut public du Beursschouwburg ne permet pas un réel filtrage à l'entrée, il est donc impossible d'instaurer, même provisoirement, une clientèle lesbienne en non-mixité. Néanmoins, l'inscription « for lesbians and their friends »²² laisse entendre que le Mo&Da aspire à être un espace à la fois inclusif et *safe*. Les portes du bar lesbien ouvrent dès 17h (heure habituelle d'ouverture du Beurscafé, mais que n'adoptent pas nécessairement les organisateur·rice·s d'événements dans le bar), afin de pouvoir accueillir tous les profils de lesbiennes, y compris les familles. Dans un espace légèrement en retrait de la salle carrée, une petite exposition d'archives lesbiennes est en libre accès, montrant d'anciennes publications ou traces de l'existence passée de bars lesbiens à Bruxelles. Au comptoir, la carte des boissons fait beaucoup parler, affichant deux versions, une sur chaque face : y figurent exactement les mêmes produits, seuls les prix varient de 30 % entre le menu A (le plus cher) et le menu B. Le but est ici de sensibiliser la clientèle au *gender gap*,

²² Trad. : « pour les lesbiennes et leurs ami·e·s ».

cette différence moyenne de rémunération entre hommes et femmes, estimée à 30 % en Belgique²³. Autre lieu stratégique d'appropriation de l'espace : les toilettes pour femmes et pour hommes, réassignées « femmes et personnes trans et non-binaires » d'un côté, « tous les genres » de l'autre. Dans la salle, quelques tables ont été laissées, mais disparaissent autour de 21h afin de libérer l'espace pour la danse, l'animation étant assurée par une succession de DJ lesbiennes. Tout est donc fait pour que le lieu se transforme en bar lesbien, mais le résultat n'est pas totalement à la hauteur des attentes. Malgré un succès indéniable (autour de cinq cents personnes par soirée), le public s'avère très mixte en terme de genre (ce qui n'était pas exactement le souhait du collectif), assez peu en terme de classe, du moins en apparence. Si cette version de bar lesbien suscite l'enthousiasme dans la communauté lesbienne, l'effet visuel donne à penser que cette dernière n'a pas réellement pris le pas sur l'habituelle clientèle du Beurscafé (notons que le Mo&Da a bénéficié des moyens de communication et réseaux de diffusion du Beursschouwburg, ceci expliquant en partie la difficulté à renouveler entièrement le public). Néanmoins, plusieurs milieux artistiques féministes de nombreuses nationalités et langages s'y croisent, conférant à l'événement une réelle dimension politique.

Lors de la seconde version du Mo&Da, sur le quai aux Briques, l'ambiance est cette fois printanière. Le bar reprend une partie des éléments déjà mis en place au Beurscafé : le nom, la charte graphique, les menus A/B, les archives lesbiennes... Ces dernières font alors l'objet d'une plus vaste exposition (installée dans les anciennes cuisines, donc) nommée « BAL - Brussels Almanack Lesbian ». En plus d'une entière appropriation des lieux - cet improbable centre culturel grec désaffecté depuis des décennies - la profonde différence avec la première version du Mo&Da réside dans la permanence du concept. En effet, le bar lesbien est ouvert cinq soirs par semaine, du mercredi au dimanche de 16h à minuit ou 1h, avec des ouvertures exceptionnelles en journée, au gré de la programmation. Un billard et quelques canapés ont été installés dans l'espace "garage", répondant à l'enjeu fédérateur déjà évoqué et si cher à Delphine Von Kaatz (mais aussi à Marie Laroux !). Durant deux mois, le Mo&Da accueille un grand nombre d'artistes, musicien·ne·s et performeur·euse·s, mais aussi de chercheuses et militantes lesbiennes, laissant notamment carte blanche, pour deux soirées, au collectif Baragouine²⁴. Ainsi un dense programme de tables rondes, projections, ateliers, *shows* et DJ

²³ Une annotation précise « this pricing system is based on the documented gender gap in Belgium of 30 % » (« ce système de prix se base sur le chiffre documenté du *gender gap* en Belgique de 30 % »), sans indiquer plus de source.

²⁴ Plus de détails dans la section suivante.

attire en nombre la communauté lesbienne tout au long du projet, avec une présence quasi constante de cinquante à trois cents personnes par soir. Une relative non-mixité est ici possible et assurée par une portière : aussi le public est essentiellement composé de femmes, avec une belle représentation des communautés trans* et *queer*. La mixité de classe est nettement plus palpable dans cette seconde édition, malgré des tarifs de consommations moins démocratiques que dans les autres “bars lesbiens” évoqués ici. Mais le tour de force du Mo&Da aura surtout été de réunir, en un même espace-temps, les lesbiennes néerlandophones et francophones de Bruxelles.

Une anecdote subsidiaire me semble avoir son importance ici. Durant la courte (mais intense) existence du Mo&Da, s’est tenue à Bruxelles la Belgian Pride, marche annuelle des fiertés LGBTQI+. Chaque année, à Bruxelles comme ailleurs, l’événement cristallise les tensions entre des protagonistes aux objectifs souvent antagonistes. Lors de cette édition 2018, les tensions ont abouti à l’arrestation, dans la violence, de quatre activistes ayant tenté d’arracher une bannière sur le char de la N-VA²⁵, dont la présence dans le cortège de la Pride est une aberration pour les militant·e·s LGBTQI+. Suite à ces arrestations, un groupe s’est alors formé devant le commissariat de la rue du Marché au Charbon, pour protester et demander la libération des quatre activistes. La police a mis un terme à la petite manifestation en chassant, non sans brutalité, l’entièreté du groupe du quartier Saint-Jacques, où la fête battait son plein. Fuyant la police, mon épouse (Madame Charvet) et moi - qui avions pris part au regroupement devant le commissariat - nous sommes spontanément dirigées vers le Mo&Da, où nous avons retrouvé un grand nombre des personnes brutalisées et chassées du quartier gay, rejointes bientôt par les activistes enfin libérées. L’effet était étonnant : c’est en quelque sorte toute une partie des communautés lesbienne et trans* qui s’était fait déloger de la Pride par les forces de l’ordre. Le Mo&Da tenait alors lieu de refuge, comme un repaire à l’écart du quartier Saint-Jacques, pour les lesbiennes et autres militant·e·s qui n’étaient plus les bienvenu·e·s dans un quartier pourtant censé constituer un lieu de liberté et de visibilité pour les genres et sexualités non hégémoniques.

²⁵ Nieuw-Vlaamse Alliantie (Alliance néo-flamande), parti nationaliste flamand.

c - Logiques militantes et commerciales

Pour financer le projet Mo&Da, dans sa version autonome du printemps 2018, le collectif d'organisatrices a obtenu des subventions de la part de la Ville de Bruxelles (cellule Égalité des chances) et de la Région Bruxelles-Capitale (cabinet de Bianca Debaets, secrétaire générale à l'Égalité des chances), mais a également levé des fonds en ligne, *via* les plateformes Le Pot Commun et Paypal. Grâce à ces financements, ainsi que les recettes du bar et cagnottes sur place (l'entrée lors de certains événements était à prix libre, sans obligation de paiement), le Mo&Da a pu rémunérer les barmaids, la portière et les artistes, mais aussi défrayer l'équipe et les diverses contributrices à la mise en place du bar. La cagnotte en ligne était, quant à elle, destinée à réunir les cinq mille euros de loyer (plus de quatre mille euros récoltés à ce jour sur Le Pot Commun, le montant récolté *via* Paypal étant inconnu). Le projet a enfin bénéficié du bénévolat de nombreuses personnes, notamment pour pouvoir terminer les travaux d'aménagement et ouvrir dans les temps impartis. S'il y a eu un réel effort de transparence dans la communication autour de la répartition des donations, un certain flou demeure quant à la destination des bénéfices restant, maintenant que le bar a fermé ses portes. Le site internet indique bien que les donations sont aussi requises pour le financement de projets futurs, mais n'apporte pas plus de précisions. La cagnotte en ligne est toujours ouverte et le compte Paypal est au nom de *Girls Like Us*, ce qui sous-entend que le collectif d'origine a sans doute, en effet, de futurs projets en perspective. Mais seront-ce d'autres bars lesbiens éphémères bruxellois ? Il n'est pas évident de savoir si *Girls Like Us* a pour principal objectif la création d'espaces lesbiens à Bruxelles, ou si Bruxelles n'était qu'un rendez-vous parmi d'autres avec la création d'un collectif élargi propre à cette seule édition.

Cette course au financement montre, par ailleurs, que la rentabilité du bar lesbien éphémère a constitué un réel défi. Les frais engagés étaient conséquents, ce qui explique que les tarifs des consommations apparaissaient moins démocratiques que dans les autres lieux lesbiens ici évoqués. On peut en déduire que ce projet n'était viable que sur deux mois, son financement à plus long terme aurait été difficile. Par ailleurs, le caractère éphémère a certainement joué dans la fréquentation du lieu (et donc sur les recettes du bar) : le Mo&Da a suscité, chez les lesbiennes bruxelloises, le sentiment qu'il fallait en profiter pleinement car cela ne durerait qu'un temps. Le succès de la cagnotte en ligne, dont le lien a beaucoup circulé sur Facebook, dénote aussi le caractère exceptionnel de l'événement, reçu comme un cadeau rare et précieux, justifiant le fait de mettre la main à la poche. S'il s'était agi du lancement d'un bar à vocation

pérenne, peut-être aurait-il suscité le même engouement financier de départ mais que les donations ne se seraient pas réitérées à long terme. Le modèle proposé ici n'est clairement pas un modèle durable.

La portée militante du Mo&Da n'est pas à prouver, c'est même sa volonté première : occuper des lieux vastes, visibles et prestigieux pour affirmer l'existence et la légitimité des lesbiennes dans l'espace public ; créer des espaces *safer*, hors les injonctions cis-hétéro-normatives ; favoriser l'auto-émancipation en proposant aussi une scène artistique lesbienne. La dimension économique était loin d'être absente des messages militants, le *gender gap* entre menus A et B en est un exemple. Mais c'est là encore dans un certain flou que cette dimension a été envisagée : au Beurscafé, un surplus de 30 % était appliqué aux prix de la version B pour obtenir les prix de la version A, la carte B affichant au final les tarifs habituels du bar. Si l'idée était de représenter l'inégalité en termes de sous-rémunération pour les femmes et non de sur-rémunération pour les hommes, c'est bien cette dernière perspective qui était opérée sur les menus. Le surplus récolté, somme toute d'un montant symbolique (environ trois cents euros), a été reversé à une association de lutte contre les violences domestiques... en toute discrétion. S'il n'est pas question ici de sous-entendre un manque de transparence (au contraire, communiquer sur cette donation aurait été bénéfique), le projet Mo&Da a suscité chez moi beaucoup d'interrogations quant à la cohabitation des enjeux militants et économiques : il semble que le flou soit imputable plus à une organisation collective, majoritairement bénévole et à peu de moyens qu'à de réelles intentions. Encore une fois, le mot d'ordre est clairement affiché, notamment sur le site internet du Mothers & Daughters : « This is not a commercial project - we are committed to keeping the entry to Mothers & Daughters free and open for all, and to offering a much needed safer space and special events without the pressure of making profit »²⁶.

Un dernier aspect me semble intéressant, concernant l'antagonisme *business* / militantisme : la position à la fois centrale et accessoire du bar en tant que tel (j'entends par là le service "débit de boisson" proposé par le Mo&Da). S'il était au cœur du projet en ce qu'il permettait de le financer, mais aussi en ce qu'il était valorisé en tant que concept de "bar lesbien", la pratique a montré que ce poste n'était sans doute pas au centre des préoccupations. Non que la qualité du

²⁶ Trad. : « Ceci n'est pas un projet commercial - nous nous engageons à maintenir un accès au Mothers & Daughters gratuit et ouvert à tou·te·s, et à offrir un nécessaire espace *safe* ainsi que des événements spéciaux sans la pression d'en tirer profit » (<http://www.mothersanddaughters.be/>).

service était à déplorer mais, victime de son succès, le bar s'est souvent retrouvé submergé de commandes créant une attente longue et quelques frustrations parmi la clientèle. Un problème somme toute récurrent dans le secteur de l'horeca, mais j'ajouterais à cela que l'intense programmation qui entourait le poste bar faisait du Mo&Da un lieu culturel et artistique avant d'être un bar. Cette volonté de créer une scène lesbienne - toute légitime soit-elle, en ce qu'elle a offert un lieu inespéré d'expression artistique pour la communauté lesbienne bruxelloise - pose tout de même la question suivante : un bar lesbien voué à se pérenniser pourrait-il se contenter d'être un bar ? Cette interrogation rejoint en un sens la frustration de n'être vu que comme un bar, relevée dans le cadre de l'enquête sur la RainbowHouse Brussels.

5 - Baragouine : un bar lesbien expérimental

*« Il y a une clientèle potentielle
et c'est juste incompréhensible
de passer à côté. »²⁷*

a - Situation et contexte

Malgré son nom particulièrement évocateur, Baragouine n'est pas exactement un bar lesbien, mais plutôt une soirée lesbienne récurrente qui prend pour décor un bar. Elle a lieu un jeudi soir par mois, depuis février 2018. Si le concept se veut sédentaire, attaché à l'Addict Bar, dans la commune de Saint-Gilles, il a néanmoins été réaffecté pour deux éditions exceptionnelles au Mothers & Daughters, aux mois de mai et juin 2018. L'Addict est un bistrot d'angle de la chaussée Waterloo, sans notoriété particulière et dont la clientèle de base, peu nombreuse, n'est autre que celle du quartier. Le choix de ce lieu par l'équipe organisatrice du Baragouine est intimement lié aux critères de sélection de Madame Charvet. En effet, le projet s'est ouvertement inspiré des ALMC, avec néanmoins une tout autre perspective, celle de récolter des fonds pour financer l'organisation d'un festival féministe en mars 2019, le Ladyfest BXL²⁸.

²⁷ Les citations de cette section (III-5) sont toutes issues de mon entretien de recherche mené auprès de Mac Kam.

²⁸ Ladyfest est un concept de festival féministe et transdisciplinaire né aux États-Unis en 2000, avec l'objectif de lutter contre la sous-médiatisation des femmes dans les arts de la scène, principalement musicale. Depuis, le concept a essaimé dans de nombreuses villes nord-américaines et européennes, dont Bruxelles en 2012, 2013 et 2014. Récemment, un collectif de militantes a entrepris de reprendre l'organisation du Ladyfest à Bruxelles en vue d'une nouvelle édition en 2019.

L'Addict Bar remplit également le critère d'accessibilité, avec tarifs de consommations démocratiques. Ce critère est particulièrement important pour l'équipe du Ladyfest dont l'inclusivité, y compris de classe, est un enjeu formulé.

Les ressemblances avec l'ALMC s'arrêtent là, puisque le Baragouine n'est pas une performance de type *happening*, mais un partenariat éclairé, conclu en amont avec les patron·ne·s de l'Addict Bar. Par ailleurs, l'espace y est plus grand que dans les bars de quartiers des ALMC, espace qui offre la possibilité d'aménager une petite scène et de projeter des images sur le mur du fond. Une terrasse d'angle, sans grande envergure, avec quelques tables et chaises en plastique, donne sur une chaussée de Waterloo assez fréquentée, au cœur de ce quartier populaire de Saint-Gilles. La situation excentrée du Baragouine, par rapport au quartier gay central de Bruxelles, est une volonté de la part des organisatrices, dont Mac Kam se fait la porte-parole : « on n'est pas dans un milieu confiné LGBT, on est dans l'espace public ». On retrouve ici la dimension « bar du quotidien », chère à Madame Charvet, qui se différencie de la volonté de visibilité par la centralité inhérente au Mo&Da. Pourtant, comme évoqué plus haut, à deux reprises le Baragouine s'est exporté sur le quai aux Briques, au Mo&Da. En effet, le collectif Ladyfest a privilégié un partenariat associatif durant les mois d'ouverture du bar lesbien éphémère. La soirée Baragouine du mois de juin s'est même exceptionnellement tenue un vendredi - et non pas un jeudi comme habituellement - afin d'optimiser la levée de fonds, l'expérience du Mo&Da ayant montré que le vendredi soir connaissait une plus grande fréquentation. La situation du Baragouine, durant ces deux éditions, était donc beaucoup plus centrale que lors des éditions à l'Addict Bar.

b - Mise en œuvre du bar lesbien

Bien qu'il s'agisse d'une soirée, le Baragouine adopte les horaires du bar qui l'héberge, soit une amplitude de cinq à six heures, en première partie de soirée. Lors des premières éditions à l'Addict Bar, j'ai pu observer une foule de cinquante à cent cinquante personnes environ, issues ou proches de la communauté lesbienne. Dans ses éditions au Mo&Da, l'affluence du Baragouine a été supérieure, atteignant plusieurs centaines de personnes lorsque j'y ai participé. L'âge moyen, de vingt-cinq à trente-cinq ans, est légèrement plus bas que pour les ALMC, avec une forte représentation des milieux associatif et artistique. La communication en amont se résumant essentiellement à une page et un événement Facebook, le succès est intimement lié à l'ampleur du réseau que forme le collectif. Mathématiquement, il est aisé de comprendre

qu'un ALMC stagne à quarante participant·e·s, quand un Baragouine en fait venir plus de cent, étant donné qu'il s'agit d'un côté du réseau d'une seule personne et d'un autre de celui d'une vingtaine d'organisatrices. Pour autant, lors de la première édition, Mac Kam a invité Madame Charvet à joindre son modeste réseau et sa petite notoriété à l'événement, pour marquer un partenariat symbolique, partant d'une militance commune pour la visibilité des lesbiennes dans l'espace public - et tout particulièrement dans les bars de quartier.

Le Baragouine prévoit un programme de festivités, autour d'un thème donné, pour chaque édition. Les thèmes choisis par les organisatrices relèvent de la "culture lesbienne" et visent ainsi à transformer l'espace en bar lesbien, le temps d'une soirée. Aussi se sont succédés un « karaoké spécial Céline Dion », des « tournois du Baragouine » (des olympiades avec des épreuves de type bras de fer, pour une mise en scène parodique de la virilité), un « Baragouine live » (des concerts donnés par des artistes lesbiennes et/ou féministes), un « Baragouine en drag king » et un « Baragouine se tape des barres » (un atelier et un *show* de *pole dance*). Il s'agit, pour Mac Kam, d'éprouver le bar lesbien comme une expérience, un concept culturel et communautaire, où l'on visibilise, valorise et se réapproprie les marqueurs sociaux et les représentations qui entourent le lesbianisme.

c - Logiques militantes et commerciales

L'objectif premier du Baragouine est la récolte d'argent, en vue du Ladyfest BXL de 2019. Aussi, lors des soirées, une cagnotte est placée sur le comptoir de l'Addict Bar, accompagnée parfois d'une brève présentation du projet par les organisatrices. Par ailleurs, une négociation préalable avec les propriétaires du bar permet au collectif de toucher une enveloppe de cent cinquante euros par soirée, quel que soit le chiffre d'affaire. Si ce premier marché semble bien dérisoire en regard de l'apport de clientèle, il est à replacer dans un contexte bien en amont de la première édition, avec des gérant·e·s ignorant tout de la communauté lesbienne bruxelloise, une négociation basée donc uniquement sur le lien de confiance établi préalablement avec Mac Kam, habituée de ce bar. Le collectif d'organisatrices réalise également des badges et sacs imprimés, avec des messages humoristiques et politiques, mis en vente lors des soirées. Lors des éditions au Mo&Da, il n'y avait pas d'enveloppe fixe à récupérer en fin de soirée, mais un pourcentage sur les recettes du bar (la cagnotte disposée à l'entrée était, elle, au profit du projet Mothers & Daughters). En réalité, les fonds récoltés ont servi essentiellement à rémunérer les artistes ayant performé lors des Baragouine. Aussi, l'objectif premier est devenu quelque peu

secondaire, laissant place à l'objectif militant de création d'un espace *safe* et de visibilité pour les lesbiennes. Par ailleurs, il est à noter que la négociation d'une somme fixe dissout tout enjeu de *marketing* commercial : inutile de pousser les clientes à la consommation puisque le montant des bénéfices du bar n'a aucun impact sur la somme récoltée à terme. En revanche, l'enjeu de notoriété et de visibilité est réel, puisqu'il s'agit, au-delà de la récolte de fonds, de faire la promotion du futur festival et de sensibiliser un maximum de personnes aux revendications qu'il porte.

Le collectif Ladyfest étant composé de nombreuses lesbiennes, il n'est pas étonnant que la soirée Baragouine ait dépassé le stade de simple récolte de fonds, voire s'en soit détachée. C'est d'ailleurs une volonté formulée par Mac Kam : « c'est parti sur un projet de treize mois, mais avec l'idée de fonder ce partenariat [le partenariat avec l'Addict Bar] sur la durée, vraiment, et que les soirées lesbiennes s'installent dans ce bar et même si ce n'est pas l'équipe Ladyfest qui s'en charge après, ça peut être d'autres gens qui reprennent ce concept, ou même, idéalement, les patrons ». On comprend bien ici qu'il s'agit de pérenniser un concept, d'ancrer l'association d'un lieu (l'Addict Bar) et d'une communauté (les lesbiennes bruxelloises) dans les représentations. Dans cette perspective, le Ladyfest servirait de tremplin, tout en retirant quelques bénéfices pécuniaires. Une expérimentation, donc.²⁹

²⁹ Un tableau de synthèse de terrain est à consulter en annexe C, p. 62.

IV - UN LIEU ÉTERNELLEMENT ÉPHÉMÈRE ?

*« I have so many complicated feelings around
the disappearance of these nostalgic
spaces from my history. »³⁰*

Les quatre esquisses de bars lesbiens analysées ici permettent de visiter les différents enjeux qui structurent le concept de bar lesbien, dans un contexte bruxellois actuel. On l’a vu, les projets sont tous en lien les uns avec les autres, se répondent entre eux et répondent ensemble d’une même volonté d’appropriation de l’espace public, mais aussi de l’espace économique, en proposant différentes alternatives de financement. En cela, aucun n’échappe à l’articulation de logiques militantes et commerciales. La principale difficulté règne dans la volonté d’une inclusivité par l’accessibilité des lieux, tout en assurant la création d’espaces *safe*s et leur visibilité, mais aussi en permettant la viabilité financière des projets. Aussi, ces “bars lesbiens” jouent tous selon une temporalité discontinue, soit une permanence à court terme, soit une ponctualité à plus long terme. Cet “éternel éphémère” est-il pour autant inscrit dans l’ADN du bar lesbien ?

1 - Le bar lesbien, entre héritage et renouvellement

La conception actuelle du bar lesbien porte un héritage à la fois lointain et prégnant, mystérieux et empreint de représentations plus ou moins fantasmées. À Bruxelles, les lesbiennes de moins de trente-cinq ans n’ont jamais eu l’occasion de fréquenter de bar lesbien dans leur ville. Pourtant, il existe bel et bien une conscience communautaire du besoin de créer des lieux *safe*s et permanents pour les lesbiennes. En d’autres termes : le bar lesbien brille par son absence. Si les établissements ont peu à peu décliné au cours des années 2000, dans toutes les grandes villes nord-américaines et européennes, les soirées lesbiennes et *queers* se sont quant à elles développées. Néanmoins, chaque fermeture de bar lesbien est vécue comme un coup porté à la visibilité des lesbiennes, que l’on ait fréquenté ou non ce lieu. Depuis les années 2010, certaines

³⁰ JD Samson in Denny et Samson, 2015. Trad : « J’ai tellement de sentiments compliqués autour de la disparition de ces espaces empreints de nostalgie qui viennent de mon histoire. ».

villes - comme Bruxelles - atteignent le chiffre fatidique de zéro bar : ce symbole fort d'invisibilité, de disparition, semble alors réveiller de plus belle une volonté collective de restaurer le bar lesbien. Mais a-t-il toujours sa place dans l'espace public ou, du moins, faut-il le recréer à l'identique ? À Bruxelles, le projet Mo&Da illustre bien ce double enjeu de visibilisation d'un héritage et d'actualisation du bar lesbien : « si le bar s'appelle Mothers & Daughters, c'est vraiment un clin d'œil aux générations d'avant qui ont *paved the ways*, qui ont fait le chemin pour nous »³¹. Aussi, l'exposition « BAL - Brussels Almanack Lesbian », attenante au bar, rend hommage à toutes les lesbiennes qui ont contribué à la réappropriation de l'espace public bruxellois. Le succès rencontré par le bar éphémère prouve quant à lui sa légitimité, son ancrage dans l'actualité.

Le bar lesbien du passé semble néanmoins pâtir de représentations négatives : en tant que lieu de drague entre femmes, il souffre de tous les stéréotypes de genre. Aussi, les lesbiennes confinées en un bar seraient forcément des prédatrices, jalouses, mesquines qui installeraient un climat hostile, voire verseraient dans la violence physique. Par ailleurs, des sentiments faussement positifs à l'égard du bar lesbien, autour d'une certaine nostalgie du lieu secret, à l'abri des regards hétérosexuels et connu des seules lesbiennes, ne vont clairement pas dans le sens d'une mise en visibilité des lesbiennes dans l'espace public. Cet héritage de représentations, ajouté au poids du non-passé (dû à l'absence de bar lesbien dans de nombreuses villes depuis plusieurs années) a un impact sur les volontés entrepreneuriales. En effet, ne pouvant se baser sur des faits réels ou concrets, les lesbiennes souhaitant recréer des bars s'en tiennent à leurs intuitions, ce qui freine l'initiation et la création de leurs projets. Pour preuve, le Baragouine à Bruxelles qui souhaite faire l'expérience du bar lesbien, comme si les modèles passés n'avaient pas été probants ou comme s'il s'agissait d'une expérience nouvelle. La frilosité des patron·ne·s de l'Addict Bar, lors de la négociation de l'enveloppe, ne fait d'ailleurs que confirmer cette absence ou cette dévalorisation des modèles passés. Emmanuelle semble également freinée par cet héritage de négativité : « les Apéros de Madame Charvet, c'est vraiment dans le but de voir si ouvrir un bar lesbien, vu tout ce que j'entends, ça vaut la peine ou pas »³².

La pérennisation des bars lesbiens passerait donc, d'une part, par une mise en visibilité des succès passés. Leur "disparition" est peut-être un fait (qui mériterait une exploration plus

³¹ Extrait de mon entretien avec Jessica Gysel.

³² Extrait de mon entretien avec Emmanuelle Charvet.

approfondie que je n'ai pas effectuée ici), mais cette représentation ne se fonde-t-elle pas avant tout sur une rareté, une invisibilité, voire une dévalorisation des bars lesbiens du passé ? Il semble que la succession de bars à Bruxelles, depuis les années 1970 jusqu'aux années 2000, montre plus une succession d'énergies individuelles positives qu'une succession d'échecs entrepreneuriaux. En effet, la longévité de beaucoup de ces bars correspond à la période d'activité de leurs patronnes, ni plus ni moins³³. Valoriser les initiatives lesbiennes, la clientèle lesbienne, c'est donc contribuer à l'amélioration des conditions de création de ces projets. Si les bars lesbiens se succèdent et ne se ressemblent pas, il est surtout à noter qu'ils ne se reprennent pas. De là à blâmer les représentations négatives qui les précèdent, il n'y a qu'un pas.

2 - Autofinancement, subventions et institutionnalisation

La question du financement du bar lesbien est intimement liée à son statut militant. Les collectifs organisés en asbl³⁴ (à l'instar de Ladyfest, *Girls Like Us* ou RainbowHouse Brussels) peuvent prétendre à des subventions publiques. Néanmoins, la création d'un bar en soi ne semble pas être un motif suffisant à l'obtention de subsides : la MAC n'a pas de budget propre au "poste bar", le Mo&Da s'est appliqué à créer une scène culturelle lesbienne autour de son bar, le Baragouine n'a quant à lui aucun statut administratif propre mais est une initiative du Ladyfest. Mais l'institutionnalisation du bar lesbien passe-t-elle nécessairement par la subvention ? Par ailleurs, l'institutionnalisation est-elle gage de pérennisation ? On l'a vu, la pérennisation n'est pas simplement liée au financement. Du moins, le financement est une nécessité première mais il ne suffit pas au bar lesbien pour lui assurer succès et durabilité. La subvention publique est même parfois source de tensions, en ce qu'elle insère le bar lesbien dans un système, là où un certain militantisme voudrait ériger le bar lesbien en lieu de résistance à ce système. Pour autant, l'autofinancement est-il gage d'autonomie du bar lesbien ? Si par autofinancement l'on entend un financement par la communauté lesbienne, les attentes créées au sein de la communauté sont alors d'autant plus fortes et l'exigence de résultat parfois difficile à contenter.

³³ Source : « BAL - Brussels Almanack Lesbian - Catalogue Launch », pannel de contributrices à l'exposition d'archives lesbiennes du Mo&Da, dont certaines ont été patronnes (ou proches) de bars lesbiens bruxellois passés.

³⁴ Pour rappel : associations sans but lucratif.

Différents montages financiers sont ainsi envisageables, justifiés par différentes démarches militantes : accepter l'argent des institutions, c'est asseoir la légitimité et l'utilité publique des projets lesbiens ; se financer *via* des plateformes participatives ou des cagnottes, c'est assurer une entière appropriation lesbienne de ces projets ; opter pour un financement hybride, c'est multiplier les sources et optimiser l'apport total pour créer un projet de plus grande envergure. L'enjeu de pérennisation est, par conséquent, tributaire de ces différentes démarches financières : parvenir à un renouvellement régulier des subventions publiques en justifiant perpétuellement de l'utilité publique du projet ; satisfaire au maximum la communauté lesbienne pour qu'elle constitue une clientèle fidèle ; obtenir suffisamment de visibilité pour rentabiliser le projet.

3 - Un bar à soi : du bénévolat à la professionnalisation

Les quatre esquisses de bars étudiées ici montrent trois modes d'appréhension du poste de barmaid. Lors des soirées lesbiennes de la MAC, dont le bar n'a pas d'enjeu de rentabilité, soit les barmaids sont des bénévoles des asbl membres, soit c'est Delphine qui consacre une partie de ses heures (souvent supplémentaires et relativement bénévoles) à la tenue du bar. Cette non-professionnalisation du bar est volontaire, dans la mesure où l'enjeu principal est de créer du lien social, non de générer des recettes. Dans le cadre du Mo&Da (y compris le Baragouine dans ses deux éditions au Mo&Da), les barmaids sont rémunérées mais débordées par l'affluence. Ici, le manque de moyens pour établir un bar entièrement professionnel (avec un aménagement optimal de l'espace bar et une formation complète des barmaids) a des conséquences sur les recettes et donc, potentiellement, sur la rentabilité. En revanche, la dimension éphémère permet cette semi-professionnalisation, puisque l'enjeu de rentabilité est très limité dans le temps. Pour les ALMC et soirées Baragouine (dans leur version Addict Bar), la question de la professionnalisation ne se pose pas, puisque les bars sont des lieux privés avec des personnels rompus au métier, atouts dont jouissent les deux projets, sans pour autant en tirer de bénéfices pécuniaires. Il me semble ici intéressant de souligner le paradoxe entre une centralité du bar dans ces projets et le peu de cas accordé à sa professionnalisation. Certes, on l'a vu, il s'agit souvent d'une question de moyens, mais il semble néanmoins que miser sur l'importance du poste de barmaid soit bénéfique à la durabilité des lieux. En effet, il est nécessaire de distinguer un effort ponctuel d'un travail à long terme : si dans le premier cas l'on peut imaginer que "tout le monde peut le faire", dans le second cas la formation et l'expérience

professionnelles sont primordiales. Or la professionnalisation du bar lesbien est directement liée à sa rentabilité, donc à sa viabilité : des rentrées d'argent plus importantes grâce à un service plus efficace, une notoriété qui ne peut qu'être améliorée et favoriser en cela la fidélisation de la clientèle... Autant de points qui placent le bar lesbien dans une optique de pérennisation.

Se pose également la question du bar en soi, ou pourquoi ce besoin récurrent de faire d'un bar lesbien un projet plus large qu'un simple bar. Pourquoi cette dévalorisation de l'espace bar qui n'aurait de légitimité que dans une perspective basement utilitariste ? Les observations que j'ai récoltées montrent pourtant que le bar lesbien est avant tout un lieu de socialisation, de regroupement, d'interactions, sans nul autre besoin qu'un cadre de bar institué en espace *safe*. L'exemple du Mo&Da transformé en "quartier général" lors de la Belgian Pride illustre parfaitement cette idée. Par ailleurs, on retrouve ce besoin de bar-en-soi dans l'importance accordée aux tables et chaises dans les espaces. Lors de la première édition du Mothers & Daughters, au Beurscafé, j'ai noté l'observation suivante : « Arrivée 19h30 : ambiance "Planet"³⁵, diversité et simplicité, succès de l'événement. (...) À partir de 21h : DJ set, plus de table ni de chaise, tout le monde debout, invasion de gays branchés, tournure hype »³⁶. Il apparaît clairement ici que la suppression des tables change radicalement l'ambiance, voire la fréquentation du lieu. En effet, à partir de cette modification, l'effet "bar lesbien" a quelque peu disparu, ou du moins s'est dissolu dans la mixité (lorsqu'est arrivée d'une population gay en nombre), laissant place à une soirée *queer* plus habituelle. Lors des ALMC, également, les espaces sont réaménagés, appropriés par les lesbiennes, les tables accolées au fur et à mesure de l'accroissement du groupe. Aussi, le bar lesbien est avant tout un lieu d'échanges et d'appropriation de l'espace public, dont la valeur, hors de tout statut artistique ou événementiel, n'est pas à minimiser. Au contraire, c'est la création première d'un "bar à soi", qui semble être à l'origine de tous ces projets lesbiens.

4 - Le prix de la visibilité

Revenons enfin sur l'enjeu commun et primordial du bar lesbien actuel : celui de la visibilité des lesbiennes dans la ville. S'il n'est plus aujourd'hui question de se cacher, de cultiver le

³⁵ Le Planet est le bar fictif de la série télévisée états-unienne *The L Word*, diffusée de 2004 à 2009, série qui relate le quotidien d'un groupe de lesbiennes à Los Angeles.

³⁶ Notes personnelles, datées du 8 décembre 2017.

secret des lieux pour contourner quelque interdiction du lesbianisme, l'hostilité de l'espace public pour les groupes marginalisés reste une réalité : se monter, c'est aussi s'exposer. La visibilité est également le fruit de stratégies commerciales et militantes qui se jouent parfois au détriment d'autres enjeux, tels que l'inclusivité (de classe et de genre) ou la rentabilité. Aussi, la visibilité des lesbiennes a un triple coût : sécuritaire, pécuniaire et politique. Or ces trois forces sont bien souvent antagonistes : l'on peut gagner en sécurité en rognant sur la rentabilité, ou l'on peut valoriser l'action politique au détriment de la sécurité. Par exemple, filtrer l'entrée d'un bar lesbien nécessite au préalable de définir le public autorisé à y pénétrer, ce qui ne va absolument pas de soi quand il s'agit d'accueillir (ou de faire se sentir les bienvenues) des personnes trans* ou *queers*. C'est alors un militantisme inclusif qui paye parfois le prix de la visibilité lesbienne. Par ailleurs, limiter l'accès, c'est aussi limiter la clientèle potentielle, ce qui porte cette fois un coup financier au bar lesbien. Néanmoins, c'est par ce filtrage, plus ou moins mis en œuvre, que l'espace *safe* peut aussi se créer.

Ainsi, deux axes stratégiques sont mobilisés par les bars lesbiens pour s'approprier l'espace public et s'assurer une visibilité : l'axe mixité / non-mixité et l'axe centralité / périphérie. En croisant ces deux lignes, quatre logiques politico-économiques apparaissent. La première consiste à opter pour un emplacement central, tout en conservant une mixité de genre : c'est le cas de la RainbowHouse Brussels, mais aussi du Mo&Da dans sa version Beurscafé. Ici la visibilité des lesbiennes est certes potentiellement forte, du fait de la centralité du lieu, mais elle est bien souvent diluée dans la mixité de genre. Par ailleurs, la centralité a un prix élevé, celui de l'emplacement. Si le bar de la MAC parvient à contourner l'obligation de mixité, le Mo&Da du mois de décembre peine à concrétiser la visibilité des lesbiennes. Par ailleurs, tous deux jouissent du statut de leur hébergeur (la RainbowHouse Brussels en tant qu'association couple et le Beursschouwburg), leur permettant de conserver une position centrale à moindre frais. La seconde logique, celle du Mo&Da dans sa version printanière et du Baragouine dans ses éditions au Mo&Da, veut quant à elle instaurer la non-mixité en conservant la centralité. Ici, la visibilité des lesbiennes est optimale : la terrasse du Mo&Da ne désemplissant pas durant deux mois, installant les lesbiennes dans le paysage du quartier Sainte-Catherine, en est la preuve. La difficulté réside alors dans le financement du projet qui, on l'a vu, ne permet pas de durabilité. Une troisième logique consiste à s'approprier des lieux périphériques, moins coûteux mais moins visibles : c'est alors la non-mixité instaurée en ces lieux qui visible le groupe lesbien dans l'espace public, en insufflant du lesbianisme dans le paysage urbain du quotidien. Les Baragouine à l'Addict Bar et les ALMC vont dans ce sens, bien qu'il s'agisse de bars

préexistants et en cela mixtes. Le projet de Madame Charvet a tout de même une portée politique forte, en ce qu'il visibilise les lesbiennes par le nombre (le résultat visuel est proche de la non-mixité), mais le coût peut y être sécuritaire, si le nombre ne suffit pas à créer un espace *safe*. Enfin, la quatrième logique de non-mixité en des lieux périphériques semble être moins avantageuse en terme de visibilité. Les Baragouine et ALMC ont pu en être tributaires, lorsque l'affluence de lesbiennes n'était pas au rendez-vous.

Cela étant, s'en tenir à ces deux axes serait limiter la prise en compte de la spécificité de chaque lieu. En effet, la centralité ne résume pas l'emplacement de la MAC qui, on l'a vu, a un impact lesbien fort dans la rue principale du quartier gay. L'on peut aussi considérer le Mo&Da de Sainte-Catherine comme à la fois central et périphérique, en ce qu'il est situé dans le centre de Bruxelles mais éloigné du quartier Saint-Jacques (cf. l'épisode de la Pride). Par ailleurs, les bars des ALMC, ainsi que l'Addict Bar, ne sont pas sélectionnés uniquement pour leurs positions périphériques, mais aussi pour leurs statuts de bars de quartiers ayant le souci d'une inclusivité de classe, avec souvent une dimension communautaire. Le bar lesbien concerne une communauté de personnes partageant tout ou partie de leur genre et de leur sexualité, quand le bar du coin rassemble des personnes dont le point commun est une proximité géographique ou un certain attachement au quartier. Après tout, si la notoriété d'un bar de quartier dépasse rarement les rues alentours, celle d'un bar lesbien dépasse rarement les frontières de la communauté lesbienne. Le fait de partager en plus une origine ou un attachement à un pays ajoute à la valorisation de ces bistrots. On pense notamment aux nombreux bars portugais de Saint-Gilles, affectionnés par Madame Charvet, qui semble y trouver un esprit compatible avec son projet. Et n'est-ce que pur et simple hasard si le Mo&Da a trouvé sa pleine expression dans un centre culturel... grec ?

CONCLUSION

L’articulation des enjeux économiques et politiques est-elle un frein à la pérennisation des bars lesbiens à Bruxelles ? Pour tenter d’obtenir des réponses à cette question, je me suis confrontée à un problème de taille : l’absence de bar lesbien à Bruxelles depuis quinze ans. Il m’a donc fallu croiser le faisceau de représentations des bars du passé et des bars d’ailleurs, avec le faisceau des expériences actuelles des initiatrices de projets à Bruxelles, projets qui se rapprochent le plus du bar lesbien, ou du moins s’y rapportent directement.

Avant d’entrer dans l’analyse de ces éléments, il m’a semblé nécessaire de les contextualiser, en m’appuyant sur des textes fondateurs de la pensée du lesbianisme. Aussi, j’ai pu établir la position sociale, culturelle et politique propre aux lesbiennes, catégorie sociale qui se trouve à l’intersection des rapports de genre, de sexualité et bien souvent de classe. Ces rapports les placent en dehors de la matrice hétérosexuelle et de la masculinité hégémonique, ce qui leur coûte en visibilité mais leur offre aussi un positionnement stratégique de résistance à l’oppression de genre et à l’hétéronormativité. L’existence lesbienne reste un lieu complexe, où se croisent les lignes de clivage et les corps, dans une diversité qui lui confère des frontières bien poreuses. D’un point de vue militant, les lesbiennes se voient organiser une lutte commune pour leur visibilité et leur appropriation de l’espace public, lutte qui leur est propre mais qui se fait parfois en coalition avec les mouvements féministes et LGBTQI+. Le bar lesbien apparaît au cœur de cet effort, en ce qu’il représente un levier de visibilité des lesbiennes dans l’espace urbain, mais aussi dans les sphères entrepreneuriale et politique. Il est un espace-temps institué lesbien, où l’on peut s’auto-émanciper en vivant son existence lesbienne, tout en organisant la résistance contre-hégémonique. Pourtant, l’objet “bar lesbien” est presque absent de la recherche, dilué dans les spatialités gays ou relégué à l’histoire passée. C’est alors dans l’optique d’apporter ma modeste pierre à l’édifice que devrait constituer le champ d’études francophones sur les spatialités lesbiennes, que j’ai entrepris de questionner les initiatives florissantes autour de la réhabilitation du bar lesbien à Bruxelles.

La communauté lesbienne bruxelloise est un petit monde, un réseau d’associations, de collectifs et d’énergies individuelles qui travaillent ensemble à la visibilité des lesbiennes dans la ville. L’exemple des quatre esquisses de bars lesbiens, qui ont constitué mon terrain, illustre tout à

fait les liens qui tissent la toile de ces initiatives socio-militantes : Delphine Von Kaatz, responsable des “projets femmes” de la RainbowHouse Brussels, s’associe au collectif *Girls Like Us* pour créer Mothers & Daughters à Sainte-Catherine ; ce même Mo&Da accueille l’équipe du Ladyfest, le temps de deux soirées Baragouine ; le projet Baragouine, quant à lui, prend source à l’Addict Bar, en partenariat avec Madame Charvet, dont les Apéritifs Lesbiens sont une inspiration ; Emmanuelle Charvet est elle-même, par ailleurs, bénévole au bar de la Maison Arc-en-Ciel... où se tiennent les soirées M(iii)aou et Queer Kicker Contest organisées par Delphine Von Kaatz. Aussi, il n’existe pas de noyau central du lesbianisme à Bruxelles, qui pourrait se concrétiser géographiquement par une concentration de commerces et locaux associatifs, à l’instar du quartier Saint-Jacques pour les gays, mais le tissu lesbien est bel et bien présent dans la ville, se consolidant par des projets qui se répondent sans se faire concurrence. Pour autant, chaque esquisse de bar lesbien est traversée par des logiques commerciales et militantes, dont l’imbrication se traduit par des modèles économico-politiques très différents les uns des autres. Néanmoins, tous ces projets ont un point commun : une temporalité discontinue, soit parce qu’ils s’organisent selon des échéances régulières mais ponctuelles, soit parce qu’ils se mettent en place de façon permanente mais sur de courtes durées.

Déduire de l’analyse de ces esquisses de bars lesbiens, dont la pérennisation ne semble pas former un objectif en soi, un diagnostic général sur l’absence de bar permanent, durable et dédié aux lesbiennes, à Bruxelles, serait trop réducteur. Il apparaît clairement que tous les projets étudiés suivent des logiques à la fois commerciales et militantes, en mettant l’accent sur leurs objectifs politiques avant tout. Mais cette prévalence militante n’efface en rien les ressources financières dont ces “bars lesbiens” ont besoin pour se mettre en place et survivre jusqu’à échéance. Parler d’argent en milieu militant reste tabou, c’est pourquoi il m’a parfois été difficile d’obtenir le détail des différents montages financiers. Mais peu importe, la course au financement est une problématique avérée, commune, qui montre à quel point il serait utopique de penser le bar lesbien comme seul lieu de sexualité, de divertissement et/ou d’organisation militante. J’ai également soulevé, au cours de mon enquête, le problème des représentations des lesbiennes et leur probable influence négative sur l’initiative et le financement des projets de bars. Aussi, l’articulation économico-politique au sein des bars lesbiens n’est pas chose aisée, mais elle est sans doute une clé, plus qu’un frein, à leur pérennisation. Au-delà de cette articulation, c’est le financement même de ces initiatives qui apparaît comme un obstacle à franchir, parfois aux détours de compromis militants. La collectivité apparaît ici comme un atout, une force, mais aussi comme un paramètre d’exigence en ce qu’elle mêle des attentes et

besoins parfois difficiles à concilier, pour le moins impossibles à réaliser dans leur totalité. De façon globale, un faisceau de facteurs inhibiteurs, liés aux représentations et à l'invisibilisation systémique des lesbiennes, semble fragiliser le bar lesbien dans le paysage urbain.

Il y aurait, à mon sens, beaucoup de terrains à explorer pour comprendre la trajectoire des bars lesbiens. D'ores et déjà, un état des lieux global de ces établissements - et non simplement des recherches sporadiques sur les spatialités lesbiennes en certaines villes du Nord - serait un atout précieux pour la géographie de la sexualité, mais aussi pour les travaux de sociologie du genre. Aussi l'on pourrait établir dans quelle mesure il y a "disparition" des bars, ou si c'est une représentation de la socialisation lesbienne qui est en partie faussée. Par exemple, je doute que les quatre esquisses ici étudiées soient comptabilisées dans un potentiel recensement des bars lesbiens dans le monde, ou même en Europe. Et pourtant, ne sont-ce pas des espaces *saftes*, créés dans le cadre de débits de boissons, par des lesbiennes et pour des lesbiennes ? Par ailleurs, il faudrait sans doute identifier, analyser et mettre en relation les potentiels autres foyers d'inhibition à la création et à la pérennisation des bars lesbiens.

Si d'autres espaces que les bars existent ou coexistent (et mériteraient tout autant d'être étudiés) dans le milieu lesbien, il me semble que l'objet de cette présente enquête constitue un endroit précieux, où se forment des pensées, se concrétisent des relations et s'organisent des militances encore aujourd'hui nécessaires à l'existence lesbienne. Car si, en théorie, "les lesbiennes ne sont pas des femmes", dans l'espace public elles ne s'extirpent pas tout à fait de leur catégorie de genre, si l'on en croit l'étonnement premier des clients des bars de quartiers qui voient s'attrouper des "autres" qu'eux, lors des Apéritifs Lesbiens de Madame Charvet : ce sont bien toutes ces femmes-sans-hommes au bar, avant d'être des lesbiennes, qui créent une tension en faisant trembler la matrice. Et si en plus elles en viennent à s'adonner au lesbianisme, qui donc va payer les consommations ?

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

Ouvrages et chapitres d'ouvrages :

BUTLER Judith (trad. fr. Cynthia Kraus), 2006 [1990-1999]. *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*. Paris, La Découverte / Poche, 284 p.

CHETCUTI Natacha et **MICHARD**, Claire (dir.), 2003. *Lesbianisme et féminisme. Histoires politiques*. Paris, L'Harmattan, 314 p.

CONNELL Raewyn (trad. fr. Meoïn Hagège et Arthur Vuattoux, dir.), 2014 [1990-2012]. *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*. Paris, Amsterdam, 288 p.

DELPHY Christine, 2013 [1998]. « Nos amis et nous. Fondements cachés de quelques discours pseudo-féministes ». Dans *L'ennemi principal 1. Économie politique du patriarcat*. Paris, Syllepse, pp. 151-193.

DORLIN Elsa, 2008. *Sexe, genre et sexualités*. Paris, Presses Universitaires de France, 160 p.

KAUFMANN Jean-Claude, 2016 [1996]. *L'entretien compréhensif*. Paris, Armand Colin, 4^e édition, 126 p.

RUBIN Gayle (trad. fr. Rostom Mesli, ed.), 2010 [1975-2002]. *Surveiller et jouir. Anthropologie politique du sexe*. Paris, Epel, 484 p.

WITTIG Monique, 2013 [1979-2001]. *La pensée straight*. Paris : Amsterdam, 135 p.

WOOLF Virginia (trad. fr. Marie Darrieussecq), 2016 [1929]. *Un lieu à soi*. Paris, Denoël, 172 p.

Articles :

ALBERT Nicole G., 2006. « De la topographie invisible à l'espace public et littéraire : les lieux de plaisir lesbien dans le Paris de la Belle Époque », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53-4, n° 4, pp. 87-105.

BLIDON Marianne, 2006. « Entre visibilité et invisibilité, les formes spatiales gays dans la ville », *Géopoint 2004. La forme en géographie*, pp. 59-63.

BLIDON Marianne, 2007. « Ville et homosexualité, une relation à l'épreuve de la cartographie », *Données Urbaines*, vol. 5, éd. Economica Anthropos, coll. Villes, pp. 67-76.

BLIDON Marianne, 2008. « Jalons pour une géographie des homosexualités », *L'Espace Géographique*, vol. 37, n° 2, pp. 175-189.

BLIDON Marianne, 2011. « En quête de reconnaissance. La justice spatiale à l'épreuve de l'hétéronormativité », *Justice Spatiale - Spatial Justice*, n° 3 (dossier « Genre, identités sexuelles et justice spatiale »), pp. 1-15.

CATTAN Nadine et **CLERVAL** Anne, 2011. « Un droit à la ville ? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris », *Justice Spatiale - Spatial Justice*, n° 3 (dossier « Genre, identités sexuelles et justice spatiale »), pp. 1-19.

CLAIR Isabelle, 2013. « Pourquoi penser la sexualité pour penser le genre en sociologie ? Retour sur quarante ans de réticences », *Cahiers du Genre*, vol. 54, n° 1, pp. 93-120.

CLAIR Isabelle, 2016. « Faire du terrain en féministe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 213, n° 3, pp. 66-83.

CRENSHAW Kimberlé W. (trad. fr. Oristelle Bonis), 2005 [1994]. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, vol. 2, n° 39, pp. 51-82.

DELIGNE Chloé, **GABIAM** Koessan, **VAN CRIEKENGEN** Mathieu et **DECROLY** Jean-Michel, 2006. « Les territoires de l'homosexualité à Bruxelles : visibles et invisibles », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 140, pp. 135-150.

DEMETRIOU Demetris Z., (trad. fr. Hugo Bouvard), 2015 [2001]. « La masculinité hégémonique : lecture critique d'un concept de Raewyn Connell », *Genre, sexualité & société*, n° 13 (dossier « Hégémonie ») [en ligne : 1^{er} juin 2015, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur <http://journals.openedition.org/gss/3546>].

FALQUET Jules, 2009. « Rompre le tabou de l'hétérosexualité, en finir avec la différence des sexes : les apports du lesbianisme comme mouvement social et théorie politique », *Genre, sexualité & société*, n° 1 (dossier « Lesbianisme ») [en ligne : 7 juillet 2009, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur <http://journals.openedition.org/gss/705>].

FRANK Dani, 2009. « Petit focus historique sur les lesbiennes radicales à Bruxelles dans les années 70-80 », *Chronique Féministe* (Université des Femmes), n° 103-104 (dossier « Féminismes et lesbianismes »), pp. 12-14.

GIRAUD Colin, 2009. « Les commerces gays et le processus de gentrification. L'exemple du quartier du Marais à Paris depuis le début des années 1980 », *Métropoles*, n° 5, pp. 79-115.

GOURARIER Mélanie, **REBUCINI** Gianfranco et **VÖRÖS** Florian, 2015. « Penser l'hégémonie », *Genre, sexualité & société*, n° 13 (dossier « Hégémonie ») [en ligne : 1^{er} juin 2015, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur <http://journals.openedition.org/gss/3530>].

GRÉSILLON Boris, 2000. « “Faces cachées de l'urbain” ou éléments d'une nouvelle centralité ? Les lieux de la culture homosexuelle à Berlin », *L'Espace Géographique*, vol. 29, n° 4, pp. 301-313.

HERBIN Charline, 2009. « “Ça existe !” Se découvrir lesbienne dans la Belgique des années 1950 », *Chronique Féministe* (Université des Femmes), n° 103-104 (dossier « Féminismes et lesbianismes »), pp. 7-11.

LENS Marian, 2009. « Évolution historique du mouvement lesbien en Flandre à partir des années 70 », *Chronique Féministe* (Université des Femmes), n° 103-104 (dossier « Féminismes et lesbianismes »), pp. 15-19.

LEROY Stéphane, 2009. « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain », *Espaces et sociétés*, vol. 4, n° 139, pp. 159-174.

NIMAL Françoise, 2009. « Visibilités et invisibilités lesbiennes et nouvelles technologies. Stratégies de présence des lesbiennes sur le Web 2.0 : le cas de Facebook », *Chronique Féministe* (Université des Femmes), n° 103-104 (dossier « Féminismes et lesbianismes »), pp. 88-92.

RICH Adrienne, 1981. « La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne », *Nouvelles Questions féministes*, n° 1, p 15-43.

Travaux universitaires :

BROSSARD Louise, 2004. *Trois perspectives lesbiennes féministes articulant le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe : Rich, Wittig, Butler* (Mémoire de maîtrise en études féministes). Montréal, Université du Québec à Montréal, *Les Cahiers de l'IREF*, n° 14, sous la direction de Jocelyne Lamoureux.

MESSINA Mathilde, 2011. *Des Biches Sauvages aux Lesbianaires : le lesbianisme politique à Bruxelles (1972-1982)* (Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine). Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, sous la direction de Valérie Piette.

PRIEUR Cha, 2015. *Penser les lieux queers : entre domination, violence et bienveillance. Étude à la lumière des milieux parisiens et montréalais* (Thèse de doctorat en géographie). Paris, Université Paris-Sorbonne, sous la direction de Louis Dupont.

Documentaires :

DENNY Drew et **SAMSON** JD, 2015. *The Last Lesbian Bars*. États-Unis, *Broadly (Vice)* [en ligne : 29 octobre 2015, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=JePugX1YkG4>].

DONZEL Maxime, 2014. *Tellement gay ! Homosexualité & pop culture*. Épisodes 1 : « Inside » et 2 : « Out ». France, Arte.

Sources en ligne (par ordre alphabétique des titres) :

- **Ladyfest BXL** [en ligne]. Facebook, 2018, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur : <https://www.facebook.com/ladyfestbxl/>.
- **L'apéritif lesbien de Madame Charvet** [en ligne]. Facebook, 2017, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur : <https://www.facebook.com/madamecharvet/>.
- **Mothers & Daughters #1** [en ligne]. Beursschouwburg, 2017, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur : <https://www.beursschouwburg.be/fr/events/a-lesbian-bar/a-lesbian-bar-1/>.

- ***Mothers & Daughters - a lesbian bar*** [en ligne]. Mothers & Daughters, 2018, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur : <http://www.mothersanddaughters.be/>.
- ***Mothers and Daughters - A Lesbian Bar*** [en ligne]. Facebook, 2018, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur : <https://www.facebook.com/mothersanddaughtersbar/>.
- ***RainbowHouse*** [en ligne]. Geometry, 2002, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur : <http://rainbowhouse.be/>.
- ***RainbowHouse Brussels*** [en ligne]. Facebook, 2011, consulté le 31 juillet 2018, disponible sur : <https://www.facebook.com/rainbowhousebrussels/>.

Sources orales (par ordre chronologique) :

- Entretien avec **MAC KAM**, réalisé le 7 mars 2018, à Saint-Gilles.
- Entretien avec Delphine **VON KAATZ**, réalisé le 27 mars 2018, à Saint-Gilles.
- Entretien avec Jessica **GYSEL**, réalisé le 10 avril 2018, à Bruxelles.
- Entretien avec Marian **LENS**, réalisé le 15 mai 2018, à Bruxelles.
- « BAL - Brussels Almanack Lesbian - Catalogue Launch », pannel de contributrices à l'exposition d'archives lesbiennes modéré par Jessica **GYSEL**, le 16 mai, à Bruxelles.
- « Rainbow Tour », visite guidée animée par Marian **LENS**, le 6 juin 2018, à Bruxelles.
- Entretien avec Emmanuelle **CHARVET**, réalisé le 14 juin 2018, à Saint-Gilles.
- « Herstory Sunday », visite guidée animée par Marian **LENS**, suivie d'un pannel d'actrices de l'histoire lesbienne bruxelloise modéré par Jessica **GYSEL** et Mia **MELVÆR**, le 17 juin 2018, à Bruxelles.

ANNEXES

A - Grille d'entretien

B - Grille d'observation

C - Synthèse de terrain

A - GRILLE D'ENTRETIEN

➤ **Partie 1 - à propos de l'organisatrice :**

- Es-tu bruxelloise ?
- Quel âge as-tu ?
- Es-tu membre d'une asbl LGBTQI+ et/ou féministe ?
- Raconte-moi ce que tu veux de ton parcours de lesbienne / militante, ce qui t'a amenée à organiser cet événement.

➤ **Partie 2 - à propos du projet :**

- Comment définis-tu ce lieu / ce bar / cet événement ?
- Dans quelles mesures ton bar lesbien / événement est-il politique ou militant ?
- Y'a-t-il des objectifs économiques (levée de fonds, prix démocratiques...) ?
- Qu'est-ce que le caractère éphémère apporte / empêche ?
- Est-ce un projet collectif, une initiative individuelle ?
- Qui vises-tu comme public ?

➤ **Partie 3 - à propos des bars lesbiens en général :**

- Tous les bars lesbiens sont-ils militants selon toi ?
- Pourquoi n'y a-t-il plus de bar lesbien à Bruxelles ?
- Est-ce un manque à gagner ?
- Quelles sont tes attentes d'un bar lesbien (si tu en as) ?
- Attends-tu autre chose qu'un bar lesbien ?

B – GRILLE D'OBSERVATION

➤ **Contexte spatio-temporel :**

- Temps : date(s) / fréquence / durée / saison / ancienneté / contexte d'actualité
- Espace : adresse / statut du lieu / surface / aménagement et configuration / visibilité depuis l'extérieur / quartier / situation dans la ville

➤ **Public :**

- Caractéristiques : nombre / âge moyen / genre / classe / race / sexualité
- Comportements : affluence / occupation de l'espace / répartition dans l'espace / personnes seules ou en groupe

➤ **Activités proposées :**

- Y a-t-il des activités - autres que celles habituelles d'un bar - à noter ?
- Sont-elles en lien avec le bar / la cible / les objectifs ?
- Ont-elles un objectif apparemment politique / commercial ?

➤ **Interactions observées :**

- Types d'interactions entre client·e·s : sexuelles, drague / politiques, militantes / amicales, sociales
- Types d'interactions entre l'équipe organisatrice ou du bar et les client·e·s : militantes / commerciales / bienveillantes / hostiles
- Types d'interactions entre l'équipe organisatrice et l'équipe commerciale (si elles sont différentes) : échange d'argent, négociation / militantisme / bienveillance / hostilité

➤ **Organisation commerciale :** tarifs des consommations / tarif d'entrée / cagnotte

➤ **Organisation sociale / politique / de la sexualité :** Y a-t-il des objectifs affichés ? Si oui, lesquels ?

C – SYNTHÈSE DE TERRAIN

	RAINBOWHOUSE BRUSSELS M(III)AOU + QUEER KICKER CONTEST	L'APÉRITIF LESBIEN DE MADAME CHARVET	MOTHERS & DAUGHTERS - A LESBIAN BAR	BARAGOUINE
QUI ?	Delphine Von Kaatz, salariée, responsable des "projets femmes"	Emmanuelle Charvet, militante lesbienne bruxelloise	Collectif lesbien <i>Girls Like Us</i> (dont Jessica Gysel) + autres lesbiennes militantes (dont Delphine Von Kaatz)	Collectif féministe Ladyfest BXL (dont Mac Kam)
QUOI ?	Bar lesbien par défaut	Bar lesbien performatif	Bar lesbien temporaire	Bar lesbien expérimental
OÙ ?	Maison Arc-en-Ciel, rue du Marché au Charbon 42, Bruxelles (quartier Saint-Jacques)	Bars de quartiers à Saint-Gilles et Ixelles (+ Schaerbeek et Bruxelles)	V1 : Beurscafé, rue Orts 20-28 V2 : quai aux Briques 38 (Bruxelles centre)	Addict Bar, bar de quartier, ch. Waterloo 327 (Saint-Gilles) + 2 éditions au Mo&Da
QUAND ?	Environ 1 samedi par mois + autres soirées lesbiennes par les asbl membres - 1ère partie de soirée -	Environ 1 fois par mois, jamais le week-end, généralement un jeudi - 1ère partie de soirée -	V1 : 3 vendredis de déc. 2017 V2 : du 3 mai au 30 juin 2018, du mercredi au samedi - 1ère partie de soirée -	1 jeudi par mois (sauf 1 vendredi au Mo&Da) - 1ère partie de soirée -
POURQUOI ?	Créer du tissu social entre lesbiennes + un espace <i>safe</i>	S'approprier des espaces hétérosexuels du quotidien	Créer un espace <i>safe</i> , central, artistique et militant, pour les lesbiennes, par les lesbiennes	Récolter des fonds pour le Ladyfest + transformer un bar de quartier en bar lesbien
COMMENT ?	Entrée gratuite Mixité légale mais entrée filtrée Activité : tournoi de kicker	Entrée gratuite Happening en non-mixité d'apparence Pas d'activité proposée mais usage des activités des bars (fléchettes, clou...)	Entrée gratuite + cagnotte V1 : entrée libre (mixité légale) / V2 : entrée filtrée Activités : programmation culturelle et artistique dense	Entrée gratuite + cagnotte + vente de badges Entrée libre mais relative non-mixité Activités : karaoké, atelier drag king, show pole dance, jeux...

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

Le bar lesbien constitue un espace-temps particulier dans la ville. Il est un lieu stratégique de résistance pour les lesbiennes, qui se trouvent à l'intersection des rapports sociaux de genre et de sexualité. Aussi, c'est par la création de tels espaces *safes* et visibles qu'elles peuvent s'appropriier l'espace public, empreint d'hétéronormativité. Néanmoins, les bars lesbiens semblent absents de la carte depuis plusieurs années et il n'en existe plus aucun à Bruxelles actuellement. C'est donc à travers l'analyse de quatre esquisses de bars lesbiens bruxellois que ce travail cherche à comprendre l'articulation des logiques militantes et commerciales qui s'y jouent, partant de l'hypothèse que le croisement de ces enjeux serait un frein à leur pérennisation. Le premier lieu est un bar lesbien par défaut (RainbowHouse Brussels), le second un bar lesbien performatif (L'Apéritif Lesbien de Madame Charvet), le troisième un bar lesbien temporaire (Mothers & Daughters) et le quatrième un bar lesbien expérimental (Baragouine). Entre héritage et renouvellement, entre autofinancement et subventions publiques, entre bénévolat et professionnalisation, ces quatre lieux visitent les différents enjeux inhérents au bar lesbien. Tous se placent dans une temporalité discontinue qui montre la complexité de la mise en visibilité des lesbiennes dans le paysage urbain.

Mots clés : genre, sexualité, lesbianisme, lesbiennes, bar lesbien, Bruxelles.